



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 16 AVRIL 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1235

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du six avril 1904, de nommer M. Joseph Auguste Boivin, notaire public et avocat, de la ville de Manchester, dans l'état du New-Hampshire, un des états-unis d'Amérique, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 1369

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du six avril 1904, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Terrebonne, M. Louis Etienne Parent, gérant de moulins, du village de Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne.

District de Trois-Rivières :—MM. Wilfrid Nourrie, voiturier, de Annaville, Joseph Bussière, Alexis Beliveau, Wilfrid Hélie et George Ellison, cultivateurs, de Saint-Célestin, dans le comté de Nicolet.

District de Beauce :—MM. David Champagne et Maxime Gagnon, cultivateurs, de Saint-Prospère, dans le comté de Dorchester. 1367

PROVINCE OF QUÉBEC

QUÉBEC, SATURDAY, 16th APRIL, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1236

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, by order in Council, dated the sixth April, 1904, Mr. Joseph Auguste Boivin, notary public and attorney, of the town of Manchester, in the state of New Hampshire, one of the united states of America, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec. 1370

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth April, 1904, to associate to the commission of the peace for the district of Terrebonne, Mr. Louis Etienne Parent, mill manager, of the village of Sainte Agathe des Monts, in the county of Terrebonne.

District of Three Rivers :—Messrs. Wilfrid Nourrie, carriagemaker, of Annaville, Joseph Bussière, Alexis Beliveau, Wilfrid Hélie and George Ellison, farmers, of Saint Célestin, in the county of Nicolet.

District of Beauce :—Messrs. David Champagne and Maxime Gagnon, farmers, of Saint Prospère, in the county of Dorchester. 1368

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onze avril 1904, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Philorome Lamontagne, commis, No 335, rue Dorchester, Frank Fowler, Alfred James Brice, et Samuel Matthewson, marchands, tous de la cité de Montréal.
1383

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of April, 1904, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. Philorome Lamontagne, clerk, No. 335, Dorchester street, Frank Fowler, Alfred James Brice, and Samuel Matthewson, merchants, all of the city of Montreal.
1384

Proclamation

Canada, }
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présents parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que
Procureur-Général. } A M. C. N. Hamel,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Saint-Agapit, dans le comté de Lotbinière, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Agapit, et d'annexer à la paroisse de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire devant être détaché de la paroisse de Saint-Agapit, dans le comté de Lotbinière, pour être annexé à la paroisse de Saint-Flavien, dans le même comté, occupe une étendue d'environ trois milles et un quart (3¼) en superficie, et comprend les lots depuis le numéro soixante et un (61) jusqu'au numéro soixante et dix-huit (78), tous deux inclusivement, les lots numéros cent un (101), cent deux (102), cent trois (103), et toute la partie sud-ouest du lot numéro cent (100), limitée au nord est par le prolongement, vers le sud-est, de la limite nord-est des dits lots numéros cent trois (103) et cent deux (102), et enfin la partie du lot numéro cent quatre-vingt-douze (192)—chemin de fer "Grand Tronc"—comprise entre les susdits lots soixante et dix (70) et soixante et dix-huit (78), tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière.

A CES CAUSES. Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Sainte-Agapit ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Agapit, et annexée à la paroisse de Saint-Flavien.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Agapit ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Saint-Agapit, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Flavien.

Proclamation

Canada, }
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Mr.
Attorney General. } C. N. Hamel,
secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Agapit, in the county of Lotbinière, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Agapit, and to be annexed to the parish of Saint Flavien, in the county of Lotbinière, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The territory to be detached from the parish of Saint-Agapit, in the county of Lotbinière, to be annexed to the parish of Saint Flavien, in the same county, occupies an extent of about three miles and quarter (3¼), and comprises the lots from number sixty one (61), to number seventy eight (78) including both ; lots numbers one hundred and one (101), one hundred and two (102), one hundred and three (103), and all the south west part of lot number one hundred (100) ; bounded on the north east by the prolongation to the south east, of the north east limit of the said lots numbers one hundred and three (103) and one hundred and two (102), and lastly the part of lot number one hundred and ninety two (192)—"Grand Trunk" railway—comprised between the said lots seventy (70) and seventy eight (78), all of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint Agapit hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint Agapit, and to be and remain annexed to the parish of Saint Flavien.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint Agapit above described, to be detached from the said parish of Saint Agapit, and to be and remain annexed to the said parish of Saint Flavien.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Agapit fera partie de la dite paroisse de Saint-Flavian, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

1365

Avis du Gouvernement

Québec, 11 avril 1904.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 11 avril 1904, d'autoriser le transfert, en faveur de W. H. Cox, notaire public, demeurant et pratiquant dans la cité de Montréal, district de Montréal, des minutes, répertoire et index de feu Ernest H. Stuart, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant dans la cité de Montréal, dans le dit district, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

1371

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 13 avril 1904.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que l'arrêté en conseil No. 171, du 25 avril 1903 soit révoqué, et que, sous l'autorité de l'acte 54 Vict., ch. 25, (art. 2972f S. R. P. Q.), un tarif de péage au chiffre de \$2.13 2/11 par cent billots soit établi en faveur de M. Harold Kennedy, de la cité de Québec, pour le flottage du bois sur la rivière à l'Isle, comté de Portneuf.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

1413

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douze avril 1904, incorporant MM. Avila Perrault, chef de gare, François Gervais, marchand, Jules St. Germain, notaire, de la cité de Saint-Hyacinthe. Hormidas Perrault, agent local de la compagnie d'huile Impérial, Pierre Darius Lessard, télégraphiste, de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, pour les fins suivantes, savoir : La compagnie est autorisée à faire l'acquisition et à prendre possession aux termes et conditions déjà convenus ou qui pourront l'être, de la propriété et ameublement du Grand Hôtel, en la cité de Saint-Hyacinthe, appartenant actuellement à Avila Perrault, chef de gare, de la cité de Saint-Hyacinthe ; de l'exploiter elle-même ou de

And We do hereby, constitute the said part of the said parish of Saint Agapit to be hereafter part of the said parish of Saint Flavian, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec,

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year Our Reign.

By order,

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

1366

Government Notice

Québec, 11 avril 1904.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th of April, 1904, to authorize in favor of W. H. Cox, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Ernest H. Stuart, in his lifetime notary public, residing and practising in the city of Montreal, in the said district, the whole under the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

1372

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 13th April, 1904.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the order in council No. 171, of the 25th of April, 1903, be revoked, and that under the authority of the act 54 Vict., ch. 25 (art. 2972f R. S. P. Q.) and that a tariff at the rate of \$2.13 2/11 per hundred logs, be established in favor of Mr. Harold Kennedy, of the city of Québec, for floating wood on the river à l'Isle, county of Portneuf.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of the Executive Council.

1414

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twelfth of April, 1904, incorporating Messrs. Avila Perrault, station master, François Gervais, merchant, Jules St Germain, notary, of the city of Saint Hyacinthe, Hormidas Perrault, local agent, of the Imperial Oil Company, Pierre Darius Lessard, telegrapher, of Saint Joseph de Saint Hyacinthe, for the following purposes namely : The company is authorized to acquire and take possession, on the terms and conditions already agreed upon, which may be so hereafter of the property and furniture of the Grand Hotel, in the city of Saint Hyacinth, belonging actually to Avila Perrault, station master, of the city of Saint Hyacinthe, to run it themselves or to

louer le dit hôtel ; la compagnie est aussi autorisée à acquérir par achat, louage ou autrement tels biens, meubles ou immeubles qui pourront lui être jugés nécessaires à la poursuite de ses affaires, y compris plant, installation de lumière électrique, ascenseur, et à acheter des immeubles et des hypothèques sur immeubles en paiement ou en garantie des dettes existantes ;

De posséder, construire, acheter, exploiter, louer ou donner à loyer d'autres hôtels dans la cité de Saint-Hyacinthe ou ailleurs, dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie Grand Union Hôtel," avec un fonds social de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt mille actions (480,000) de dix centins (10c) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour d'avril 1904.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire.

1379

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trente et un mars 1904, incorporant MM. Guillaume Narcisse Ducharme, financier, de la cité de Montréal, Henri Bourassa, agronome, de Papineauville, Charles Duquette, inspecteur de sociétés de secours mutuels, Alexandre Phidyne Simar, gérant de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada, et Olivar Asselin, journaliste, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir :

Exploitation d'un matériel d'imprimerie, publication de journaux, création et maintien d'une bibliothèque ou cabinet de lecture, vente d'articles de librairie, acquisition et vente de biens meubles et immeubles pour les fins ci-dessus, sous le nom de "Compagnie de Publication du Nationaliste", avec un fonds social de six mille piastres (\$6,000.00), divisé en deux cent quarante actions (240) de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour d'avril 1904.

JAMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1381

No 881.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de "Turgeon", dans le comté d'Ottawa, le territoire suivant, savoir : Les lots Nos 21 à 37 inclusivement du rang I du canton Turgeon ; les lots Nos 1 à 43 inclusivement du rang II ; les lots Nos 1 à 50 inclusivement du rang III ; les lots Nos A à 56 inclusivement du rang IV ; les lots Nos A à 62 inclusivement du rang V ; les lots Nos A à 63 inclusivement du rang VI ; les lots Nos A à 65 inclusivement du rang VII, et tous les lots du rang D, du dit canton Turgeon, ces lots ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité scolaire, et de remplacer le nom de "Turgeon" par celui de "Sainte-Véronique-de-Turgeon".

Cette annexion et ce changement de nom, s'ils sont autorisés, ne devant prendre effet que le premier de juillet prochain, 1904. 1341.2

No 2450.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

De imitation de la municipalité scolaire de Saint-Cyprien.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de "Saint-Cyprien", dans le comté de Témiscouata, la partie du canton Randot, dans le même comté, n'appartenant à aucune autre municipalité scolaire, comprenant les rangs A et B en entier ; les lots numéros 49, 50, 51, 52,

lease the said hotel ; the company is further authorized to acquire, by purchase, lease or otherwise, such movables or real estate as may be deemed necessary for conducting its business, including therein the installation of electric light, an elevator, and to purchase real estate or mortgages on real estate in payment or security of existing debts ;

To own, build, buy, work, lease or let other hotels in the city of Saint Hyacinthe, or elsewhere, in the province of Quebec, by the name of "La Compagnie Grand Union Hotel," with a capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty thousand (480,000.00) shares of ten cents (10c.) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec this thirteenth day of April, 1904.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

1380

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1904, incorporating Messrs. Guillaume Narcisse Ducharme, financier, of the city of Montreal, Henri Bourassa, farmer, of Papineauville, Charles Duquette, inspector of mutual benefit societies, Alexandre Phidyne Simar, manager of the Canada Mutual Fire Insurance Company, and Olivar Asselin, journalist, of the city of Montreal, for the following purposes, namely :

Running a printing establishment, publication of newspapers, the organizing and maintaining a library or reading room, sale of literary articles, the acquisition and sales of movables and real estate for the above purposes, by the name of "Compagnie de Publication du Nationaliste," with a capital stock of six thousand dollars (\$6,000.00), divided into two hundred and forty (240) shares, of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of April, 1904.

JAMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1382

No. 881.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalit .

Application is made to annex to the school municipality of "Turgeon", in the county of Ottawa, the following territory, to wit : Lots No. 21 to 37 inclusively of range I of the township Turgeon ; lots Nos. 1 to 43 inclusively of range II ; lots Nos. 1 to 50 inclusively of range III ; lots Nos. A to 56 inclusive'y of range IV ; lots Nos. A to 62 inclusively of range V ; lots Nos. A to 63 inclusively of range VI ; lots Nos. A to 65 inclusively of range VII ; and all the lots of range D, of the township Turgeon, these lots not forming actually part of any school municipality, and to replace the name of "Turgeon" by that of "Sainte Véronique de Turgeon."

This annexation and this change of name, if they are authorized, to take effect only on the first of July next, 1904. 1342

No. 2450.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Boundaries of the school municipality of Saint Cyprien.

Application is made to annex to the school municipality of "Saint Cyprien," in the county of Témiscouata, the part of the township Randot, in the same county, not belonging to any school municipality, comprising the ranges A and B entirely ; lots numbers 49, 50, 51, 52, 53 and 54, of the ranges

53 et 54 des rangs un, deux et trois; les lots numéros 45, 46, 47 et 48, des rangs un et deux, et le lot numéro 44 du rang un du dit canton.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

1325.2

No 881.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Turgeon," comté d'Ottawa, les lots Nos 62, 63, 64, 65, 66, 67 et 68, du 1er rang du canton Loranger, et de les annexer à la municipalité scolaire du canton "Loranger," dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1904.

1339-2

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 23 février 1904.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette chambre après le cinquième jour d'avril prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le douzième jour du dit mois d'avril, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le dix-neuvième jour du dit mois

L. G. DESJARDINS,

739.8

Greffier de l'Assemblée Législative.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis d Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, igne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur.—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

one, two and three; lots number 45, 46, 47 and 48, of the rangas one and two, and lot number 44, of the range one of the aforesaid township.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

1326

No. 881.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of "Turgeon," county of Ottawa, lots Nos. 62, 63, 64, 65, 66, 67 and 68, of the township Loranger, and to annex them to the school municipality of township "Loranger," in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

1340

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 23rd February, 1904.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the fifth day of April next, that no private bill shall be introduced after the twelfth day of said month of April, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the nineteenth day of said month.]

L. G. DESJARDINS,

740

Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1233

G. O. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier parti-

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1234

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, etc., or other like work; granting of a right of Ferry; the incorporation by particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any

culier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with an such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 600 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville donne avis quelle s'adressera à la législature pendant la présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte et entr'autres réorganiser le bureau de direction prolonger le délai pour la complétion de son chemin, et autres amendements.

1385 EUGENE LAFONTAINE,
Avocat et procureur de la compagnie.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, par James Quinn, Joseph Edward Quinn et Rose Ann Quinn, épouse de James Lonergan, tous de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de leur mère Susan McVey, aux fins d'obtenir le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer les immeubles de la succession et de valider les hypothèques existantes et pour obtenir des pouvoirs plus étendus pour l'administration des biens de la succession.

1285-3 LAURENDEAU & BAZIN,
Procureurs des requérants.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la cité de Sherbrooke, et pourvoir qu'à l'avenir tous les règlements qui ont besoin de l'approbation des électeurs qui sont propriétaires d'immeubles, seront ainsi approuvés par la majorité en nombre, et que la majorité en valeur ne sera plus requise, et aussi pourvoir à ce que le vote pris pour l'approbation ou désapprobation du règlement soit fait au scrutin, et pourvoir à la procédure pour prendre le vote.

Daté, 30 mars 1904. BROWN & MACDONALD,
Procureurs des requérants. 1295-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Charlemagne Traction and Power Company", avec pouvoir de construire un système de chemin de fer électrique communiquant avec toutes les paroisses et municipalités des comtés de Terrebonne, Montcalm, L'Assomption et Berthier; acquérir, développer et travailler les pouvoirs d'eau dans les limites des dits comtés; faire des conventions avec toute compagnie de chemin de fer ou tramway pour le loyer, l'acquisition et la mise en opération de l'entreprise de la compagnie, ainsi que louer, acquérir et mettre en opération l'entreprise de toute autre compagnie de chemin de fer ou tramway; émettre du stock préférentiel et obligations de première hypothèque, et de faire et exécuter tous les autres actes et choses nécessaires pour l'établissement et la mise en opération de l'entreprise de la compagnie.

Montréal, 30 mars 1904. GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
HENEKER & MITCHELL,
Procureurs des requérants. 1269-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un acte: 1° Pour déclarer que toutes telles parties de ce certain terrain qui ne sont pas maintenant situées dans les limites du village de Notre-Dame de Grâce, le dit terrain étant borné comme suit, savoir: au nord par le chemin du haut de Lachine, au sud par le canal Lachine, à l'est par le chemin de la Côte Saint-Paul, à l'ouest par la ligne entre les lots Nos 140 et 141, de la paroisse de Montréal, conduisant au canal Lachine; la dite partie du dit terrain étant maintenant située dans les municipalités sui-

Applications to the Legislature

The Napierville Junction Railway Company gives notice that it will apply to the Legislature during the present session, to obtain amendments to its charter, amongst others to reorganize the board of directors, and extend the delay for the completion of its line, and for other purposes.

1386 EUGENE LAFONTAINE,
Advocate and attorney of the company.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its present session by James Quinn, Joseph Edward Quinn and Rose Ann Quinn, wife of James Lonergan, all of Montreal, in their capacity of testamentary executors of their late mother Susan McVey, in order to obtain the power of borrowing money and for such purposes consent mortgages upon the immoveables of the estate, and to ratify some mortgages actually existing, and to obtain some additional powers concerning the administration of the estate.

1286 LAURENDEAU & BAZIN,
Solicitors for the applicants.

Public notices hereby given that application will be made to the Legislature, at its present session, for an act to amend the charter of the city of Sherbrooke, and to provide that in future all by laws which need the approval of the electors who are owners of real estate, shall be so approved by the majority in number, and that the majority in value shall no longer be required, and also to provide that the vote taken for the approval or disapproval of the by-law shall be had by ballot, and to provide the procedure for taking the vote.

Dated, 30th March, 1904. BROWN & MACDONALD,
Attorneys for applicants. 1296

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the present session, hereof for an act to incorporate the "Charlemagne Traction and Power Company", with power to construct a system of electric railway connecting all the parishes and municipalities in the counties of Terrebonne, Montcalm, L'Assomption and Berthier; to acquire, develop, and work water-powers within the limits of the said counties; to make agreements with any railway or tramway company for the leasing, acquiring and operating of the company's undertaking as well as to lease, acquire and operate the undertaking of any other railway or tramway company; to issue preferential stock and first mortgage bonds, and to do and perform all other acts and things necessary for the establishment and operation of the company's undertaking.

Montreal, 30th March, 1904. GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
HENEKER & MITCHELL,
Attorneys for applicants. 1270

Notice is hereby given that application be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act: 1. To declare that all such portions of that certain block of land as are not at present situate within the limits of the village of Notre Dame de Grace, said block of land being bounded as follows, viz: on the north by the Upper Lachine road, on the south by the Lachine Canal, on the east by the Cote Saint Paul road, and on the west by the line between lots Nos. 140 and 141, of the parish of Montreal, produced to the Lachine Canal; the said portion of said block of land being presently situated in the following mu-

vantes, savoir : village de la Côte Saint-Paul, village du Boulevard Saint-Paul et paroisse de Lachine seront à l'avenir annexés au dit village de Notre-Dame de Grâce et en formeront partie pour toutes les fins scolaires et municipales ; 2° Pour ratifier et confirmer tous les règlements passés entre la compagnie de chemin de fer Grand Tronc du Canada et le village de Notre-Dame de Grâce à cet effet, et aussi à l'effet de fixer à un certain montant l'évaluation de la propriété de la dite compagnie de chemin de fer, dans le village de Notre-Dame de Grâce, pour les fins de taxation à l'avenir.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 16 mars 1904. 1059.5

Avis public est par le présent donné que la ville de Chicoutimi s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte de la manière suivante :

1° Pour abandonner la loi qui la régit actuellement et se mettre sous la nouvelle loi des cités et villes, 1903, sauf les réserves ci-dessous, savoir :

(A) Retrancher de la dite loi des cités et villes, 1903, l'article 380, relatif au désaveu des règlements, par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les trois mois de leur passation.

(B) Garder de son ancienne loi, la section 14 de 63 Victoria, chapitre 56, relative à la propriété des rues et terrains réservés pour des rues ou places publiques dans la ville ; 1 Édouard VII, chapitre 49, relatif à un emprunt de \$35,000.00 sur résolution et autres réserves semblables.

(C) Et pour que les règlements, procès-verbaux, résolutions, arrêtés, décisions, ordonnances, conventions, engagements, rôles, listes, comptes de redevances et tous actes municipaux quelconques décrétés, faits et consentis également par le dit conseil resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient amendés, abrogés, annulés ou accomplis en vertu des dispositions de la nouvelle charte.

ELZEAR LEVESQUE,

Secrétaire-trésorier.

Chicoutimi, 15 mars 1904. 1065.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant une compagnie sous le nom de "The Canadian Light & Power Company," avec pouvoir d'acheter, louer, posséder des pouvoirs d'eau et immeubles nécessaires et en disposer pour le développement, la vente et transmission de l'éclairage, chauffage et pouvoir, et aussi pour manufacturer et fournir le gaz ou toute autre lumière dans la cité de Montréal et dans les comtés de de Laval, Jacques-Cartier, Hochelaga, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Vaudreuil, Soulanges, Deux Montagnes et Argenteuil, et de faire tous les travaux et entreprises nécessaires pour le développement et avantage d'iceux, et aussi de louer, acquérir et mettre en opération les entreprises de toute au re compagnie ayant les mêmes pouvoirs, et d'acheter et posséder des obligations et stocks de toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et aussi tous autres pouvoirs nécessaires et y ayant rapport.

EVARISTE BRASSARD,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 8 mars 1904. 935.5

Avis est par le présent donné que Hugh Montague Allan, de Montréal, propriétaire de navires, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi changeant la date des élections municipales dans le village de Saint-Georges de Cacouna, dans le comté de Témiscouata, et pour autres fins se rapportant à ces élections.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE.

Procureurs du requérant.

Montréal, 15 mars 1904. 1197.5

municipalities, viz : Village of Cote Saint Paul, village of Boulevard Saint Paul and parish of Lachine shall be hereafter annexed to and form part of the said village of Notre Dame de Grace, for all municipal and school purposes ; 2. To ratify and confirm all agreements that may be passed between the Grand Trunk Railway Company of Canada and the village of Notre Dame de Grace to this effect, and also to the effect of fixing at a certain amount the valuation of the said Railway Company's property, in the village of Notre Dame de Grace, for taxation purposes, for the future.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Solicitors for the applicants herein.

Montreal, 16th March, 1904. 1060

Public notice is hereby given that the town of Chicoutimi will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter as follows :

1. To surrender its present charter and to be put under the new cities and towns act, 1903, subject to the following reservations to wit :

(A) To strike from the said cities and towns act 1903, article 380, respecting the desallowance of by-laws by the Lieutenant Governor in Council, within three months of their adoption.

(B) To retain out of his former charter, section 14 of the act 63 Victoria, chapter 56, respecting the ownership of streets and lots reserved for streets or public places in the town ; 1 Édouard VII, chapter 49, respecting a loan of \$35,000.00, on a resolution and other similar reservations.

(C) And so that the by-laws, *procès-verbaux*, enactments, decisions, ordinances, agreements, engagements, rolls, lists, statements of amounts due and all municipal acts whatsoever, lawfully enacted, made and consented by the said council shall remain in force until amended, repeated, set aside or fulfilled under the provisions of the new charter.

ELZEAR LEVESQUE,

Secretary treasurer

Chicoutimi, 15th March, 1904. 1066

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a charter incorporating a company under the name of "The Canadian Light & Power Company," with power to purchase, lease, hold and dispose of water powers and real estate necessary for the development, sale and transmission of light, heat and power, and also for the manufacture and supply of gas or any other illuminant in the city of Montreal and in the counties of Laval, Jacques Cartier, Hochelaga, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Vaudreuil, Soulanges, Two Mountains and Argenteuil, and to carry on all the works and enterprises necessary for the development and utilization of the same and also to lease, acquire and operate the undertakings of any other company having similar powers, and to purchase and hold the bonds and stocks of any other company with similar powers and also all other powers necessary and incidental thereto.

EVARISTE BRASSARD,

Solicitor for the applicants.

Montreal, 8th March, 1904. 936

Notice is hereby given that Hugh Montague Allan, ship owner, of Montreal, will apply to the legislature of Quebec, at its present session, to obtain the passing of an act to change the date of the municipal elections in the village of Saint Georges de Cacouna, in the county of Témiscouata, and for other purposes connected with such elections.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 15th March, 1904. 1198

Avis est par le présent donné que la ville de Shawinigan Falls s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement sa loi d'incorporation, 2 Édouard VII, chapitre 56, pour entre autres objets les suivants :

Réglementer la confection du rôle d'évaluation, ainsi que du rôle de perception ; déterminer les cas d'exemption de taxes municipales, de même que la manière d'y arriver ; amender ses pouvoirs de taxation quant aux journaliers, à certains métiers et à certains animaux ; amender ses pouvoirs d'emprunt, de même que les objets pour lesquels peuvent être faits ; et pour autres fins.

BEAUDRY LEMAN,
Maire.
1067.5

Shawinigan Falls, 14 mars 1904.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin d'amender la charte de "The Mount Royal Club", pour étendre les pouvoirs d'emprunter du club, pour pourvoir à l'extinction de son capital et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE.
1129.4

Montréal, 21 mars 1904.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Henry S. Mussen, de la cité de Montréal, et Dame Elizabeth Georgina Cleghorn, épouse séparée de biens de Albert E. Mussen, ci-devant de la cité de Montréal, maintenant de la cité de New-York, dans les Etats-Unis d'Amérique, et par le dit Albert E. Mussen, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer pour toutes fins et en autant qu'il peut-être nécessaire un certain acte de vente du dit Albert E. Mussen à Henry S. Mussen, passé devant Henry Fry, N. P., dans la cité de Montréal, le 20e jour de janvier 1899, transportant l'immeuble connue comme parties des subdivisions 60 et 61, du lot numéro 1639, du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, et spécialement la décharge mentionnée dans le dit acte de la propriété vendue par la présent de l'hypothèque créée par le contrat de mariage entre le dit Albert E. Mussen et la dite Dame Elizabeth Georgina Cleghorn.

LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 24 mars 1904. 1183.4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sorel s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, chapitre 80, des statuts de 1889, et amendements, aux fins suivantes : Altérer et perfectionner les dispositions quant à l'abattoir public ; modifier les dispositions existantes quant à l'établissement des égouts communs ; et donner une certaine juridiction plus étendue à la cour du recorder dans les causes entre locataires et locataires.

JOHN GEO. CREBASSA, JNR.,
Greffier de la cité.

Sorel, 7 mars 1904. 1347.2

Notice is hereby given that the town of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to amend its charter 2 Edward VII, chapter 56, for the following amongst other purposes.

To regulate the making of the valuation roll and of the collection roll ; to determine the cases of exemption from municipal taxation and the manner of obtaining the same ; to amend its powers of taxation as regards laborers, certain trades and certain animals ; to amend its powers regarding loans, as well as the objects for which they may be offered, and for other purposes.

BEAUDRY LEMAN,
Mayor.
1068

Shawinigan Falls, 14th March, 1904.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to amend the charter of the "Mount Royal Club", to extend the club's borrowing powers, to provide for the cancellation of its capital and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
1130

Montreal, 21st March, 1904.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, by Henry S. Mussen, of the city of Montreal, and Dame Elizabeth Georgina Cleghorn, wife separate as to property of the Albert E. Mussen, formerly of the city of Montreal, now of the city of New-York, in the United States of America, and by the said Albert E. Mussen, for an act to ratify and confirm for all purposes and in so far as may be necessary a certain deed of sale from the said Albert E. Mussen to Henry S. Mussen, passed before Henry Fry, N. P., at the city of Montreal, on the 20th day of January, 1899, conveying the immoveable property known as parts of subdivisions 60 and 61, of lot number 1639, of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, and especially the release and discharge contained in said deed of the property thereby sold from the hypothec created by the contract of marriage between the said Albert E. Mussen and the said Dame Elizabeth Georgina Cleghorn.

LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,
Attorneys for applicants.

Montreal, 24th March, 1904. 1184

Public notice is hereby given that the city of Sorel will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter, chapter 80, of the statutes of 1889, and amendments, for the following purposes, namely : To change and complete the provisions concerning the public slaughter-house ; to amend the actual provisions for the establishment of sewers and closets ; and to give certain wider jurisdiction to the recorder's court in suits between lessors and lessees.

JOHN GEO. CREBASSA, JNR.,
City clerk
1348

Sorel, 7th March, 1904

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

Municipalité du comté de Beauce.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la dite municipalité du dit comté, le 9 mars dernier (1904), a passé et adopté une résolution érigeant un certain territoire en municipalité sépa-

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC

Municipality of the county of Beauce.

Public notice is hereby given that the council of the municipality of the said county, has, on the ninth day of March last (1904), passed and adopted a resolution by which was erected a certain territory

rée sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Courcelles," comprenant tout le territoire désigné suivant les mêmes bornes telles qu'énoncées dans la proclamation du lieutenant-gouverneur, en date du 12 janvier 1904, laquelle résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 6 avril courant.

Donné à Saint-François, Beauce, ce 12 avril 1904.

1399 CHS. BOLDUC,
Sec.-trés., C. M. C. B.

Cap Santé, 12 avril 1904.

Extrait des dépenses d'élection de M. Damase Naud, M. P. P., savoir : \$81.25.

J. ELZ. VOISARD, M. D.,
Agent général.

Certifié correct,

H. Q. DE ST-GEORGES,
Officier-rapporteur.

Election du 10 mars 1904.

Par GEO. RINFRET,

1401 Secrétaire d'élection.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 480.

Dame Noémi Trépanier, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Théodore Bédard, journalier et commerçant, de la paroisse de Saint-Tite.

L. P. GUILLET,
Avocat de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 avril 1904. 1373

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 481.

Dame Philomène Ayotte, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Joseph Bédard, commerçant et cultivateur, de la paroisse de Saint-Tite.

L. P. GUILLET,
Avocat de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 avril 1904. 1375

Cour Supérieure.—District de Québec.
No. 463.

Dame Marie Joséphine Giguère, de Québec, épouse commune en biens de Elzéar Tessier, aussi de Québec, ci-devant manufacturier de chaussures, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Elzéar Tessier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,
Procureur de la demanderesse.

Québec, 8 avril 1904. 1361

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2829.

Dame Diana Guilbault, épouse commune en biens de Joseph Prézeau, garde-moteur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Joseph Prézeau, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, institué contre le dit défendeur.

PILON & BUMBRAY,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 16 juin 1903. 1359

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No 172.

Dame Hélène Duclos, épouse commune en biens de Samuel J. Roy, manufacturier de beurre et de fro-

into a separated and special municipality under the name of "Municipality of the parish of Courcelles," comprising all the territory which is designated under the same bounds as published by a proclamation of the Lieutenant-Governor, dated on the twelfth day of January, 1904, which said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor, by order in council, dated on the 6th April instant.

Given at Saint Francis, Beauce, this 12th day of April, 1904.

1400 CHS. BOLDUC,
Sec. treas., M. C. C. B.

Cap Santé, 12th April, 1904.

Extract of the election expenses of Mr. Damase Naud, M. P. P., to wit : \$81.25.

J. ELZ. VOISARD, M. D.,
General agent.

Certified correct,

H. Q. DE ST-GEORGES,
Returning officer.

Election of the 10th of March, 1904.

Per GEO. RINFRET,

1402 Election secretary.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 480.

Dame Noémi Trépanier, has, this day, sued for separation of property, her husband, Théodore Bédard, laborer and trader, of the parish of Saint Tite.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 9th April, 1904. 1474

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 481.

Dame Philomène Ayotte, has, this day, sued for separation of property, her husband, Joseph Bédard, trader and farmer, of the parish of Saint Tite.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 9th April, 1904. 1376

Superior Court.—District of Québec.
No. 463.

Dame Marie Joséphine Giguère, of Quebec, wife common as to property of Elzéar Tessier, heretofore shoe manufacturer of Quebec, duly authorized by justice for the purposes of this action, Plaintiff ;

vs.

The said Elzéar Tessier, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

C. E. DORION,
Attorney for the plaintiff.

Québec, 8th April, 1904. 1362

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2829.

Dame Diana Guilbault, wife common as to property of Joseph Prézeau, moterman, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

Joseph Prézeau, of the same place, Défendeur.
An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

PILON & BUMBRAY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th June, 1903. 1360

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 172.

Dame Hélène Duclos, wife commune en biens of Samuel J. Roy, cheese and butter manufacturer, of

mage, de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, district d'Iberville, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

JOSEPH DEMERS,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 2 avril 1904. 1391

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 61.

Dame Elizabeth Thibaudeau, de Montréal, épouse commune en biens de James Duff,
Demanderesse ;

vs

James Duff, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 avril 1904. 1315.4

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 3264.

Charles Pelletier, menuisier et charpentier, de la paroisse de Saint-Pacôme, Demandeur ;

vs

Dme Louise Lévesque, de l'endroit appelé Natick, dans l'état du Rhode Island, aux états-unis d'Amérique, et actuellement en la dite paroisse de Saint-Pacôme, Défenderesse.
Le demandeur a pris, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre sa femme, la défenderesse en cette cause.

W. A. POTVIN,
Avocat du demandeur.

Fraserville, 28 mars 1904. 1337.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 711.

Dame Alyce May Edmunds Norton, épouse commune en biens de Sydney George Brown, médecin, tous deux de la cité et du district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

BUSTEED & LANE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 mars 1904. 1033.5

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure*
District Saint-François. }
No 377.

Dame Amanda Labrecque, épouse de Eusèbe Lafontaine, journalier, du canton de Westbury, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Eusèbe Lafontaine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

EMILE RIOUX,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 26 février 1904. 1203-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2681.

Dame Shifra Goldstein, de la cité et du district de Montréal, épouse de Benjamin Schwartz, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Benjamin Schwartz, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

LAMARRE & BRODEUR,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1904. 1259-3

the parish of Sainte Anne de Sabrevois, district of Iberville, has taken an action in separation as to property against her said husband, this day, duly authorized.

JOSEPH DEMERS,
Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 2nd April, 1904. 1392

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 61.

Dame Elizabeth Thibaudeau, of Montreal, wife common as to property of James Duff,
Plaintiff ;

vs

James Duff, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been taken this day.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th April, 1904. 1316

Superior Court.—Kamouraska.
No. 3264.

Charles Pelletier, joiner and carpenter, of the parish of Saint Pacôme, Plaintiff ;

vs

Dme Louise Lévesque, of the place called Natick, in the state of Rhode Island, in the united states of America, and now in the said parish of Saint Pacôme, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation from bed and board against the defendant in this cause.

W. A. POTVIN,
Attorney for plaintiff.

Fraserville, 28th March, 1904. 1338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 711.

Dame Alyce May Edmunds Norton, wife common as to property of Sydney George Brown, doctor of medicine, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BUSTEED & LANE,
Attorneys for plaintiff

Montreal, 11th March, 1904. 1034

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 377.

Dame Amanda Labrecque, wife of Eusèbe Lafontaine, laborer, of the township of Westbury, district of Saint Francis, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Eusèbe Lafontaine, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted this day.

EMILE RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 26th February, 1904. 1204

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2681.

Mrs. Shifra Goldstein, of the city and district of Montreal, wife of Benjamin Schwartz, clerk, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Benjamin Schwartz, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th March, 1904. 1260

Di trict de Chicoutimi.—Cour Supérieure.

No 1192.

Dame Malvina Gagnon, épouse de Louis Octave Couture, marchand, de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Octave Couture, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

ALAIN & LAPOINTE,

Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 22 mars 1904. 1247.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3160.

Dame Malvina Hevey, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse de J. Emmanuel Boileau, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit J. Emmanuel Boileau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de janvier 1904.

LAMARRE & BRODEUR,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 mars 1904. 1257.3

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 435.

Dame Glorvina Grénier, de Saint-Etienne des Grès, dit district, épouse de Napoléon Blais, marchand, de Saint-Etienne des Grès, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Blais, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 mars 1904.

COOKE & CARON,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 17 mars 1904. 1291.3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François, }
No 385.

Dame Louvia M. Belknap, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de John Oris Noyes, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs

John Oris Noyes, du dit canton de Barnston, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 26 novembre 1903. 1147.4

Cour Supérieure—Quebec.
No 71.

Dame Zorela Robitaille, épouse commune en biens de Joseph Eusèbe Voyer, manufacturier de chaussures, de la paroisse de L'ancienne Lorette, dans le comté de Québec, dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Eusèbe Voyer, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mars 1904.

J. A. ROCHETTE,

Procureur de la demanderesse.

1301.4

District of Chicoutimi—Superior Court.

No. 1192.

Dame Malvina Gagnon, wife of Louis Octave Couture, merchant, of Saint Gédéon, Lake Saint John, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Louis Octave Couture, Defendant.
An action in separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

ALAIN & LAPOINTE,

Attorneys for plaintiff.

Chicoutimi, 22nd March, 1904. 1238

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3160.

Mrs. Malvina Hevey, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife of J. Emmanuel Boileau, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said J. Emmanuel Boileau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd day of January, 1904.

LAMARRE ET BRODEUR,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 29th March, 1904. 1258

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 435.

Dame Glorvina Grenier, of Saint Etienne des Grès, in said district, wife of Napoléon Blais, trader, of Saint-Etienne des Grès, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Blais, Defendant.
An action for separation of property has been instituted between said parties, on the 17 March, 1904.

COOKE & CARON,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 17th March, 1904. 1292

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis, }
No. 385.

Dame Louvia M. Belknap, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, wife common as to property of John Oris Noyes, of the same place, farmer, and duly authorized for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs

John Oris Noyes, of the said township of Barnston, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 26th November, 1903. 1148

Superior Court.—Quebec
No. 71.

Dame Zorela Robitaille, wife common as to property, of Joseph Eusèbe Voyer, shoe manufacturer, of the parish of L'ancienne Lorette, in the county of Quebec, duly authorized by one of the Honorable judges of this court, to sue to the present thereof,
Plaintiff

vs.

The said Joseph Eusèbe Voyer, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, the 18th March, 1904.

J. A. ROCHETTE

Attorney for plaintiff

1302

Cour Supérieure.—Québec.
No 77.

Rebecca Moffatt, épouse de Andrew Brown, de la ville de Lévis, agent, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de M. le juge Langelier, Demanderesse ;

vs.

Andrew Brown, de la ville de Lévis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND, STUART
& BRODIE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 mars 1904. 1111.4

Superior Court.—Québec.
No. 77.

Rebecca Moffatt, wife of Andrew Brown, of the town of Lévis, agent, duly authorized to ester en justice, by judgment of Mr. Justice Langelier, Plaintiff

vs.

Andrew Brown, of the town of Lévis, Defendant
An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND, STUART
& BRODIE,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 18th March, 1904. 1112

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. M. Couillard, de Sainte-Martine, P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le deuxième jour de mai 1904, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,

Curateur.
1377

Montréal, 12 avril 1904.

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "The L. O. David Co.," de Buckingham, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 26e jour d'avril 1904, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR WADE WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,

Curateurs.

205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 9 avril 1904. 1363

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Bruno Charbonneau, Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 2 mai 1904.
Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 avril 1904. 1397

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Louis Lemoine, hôtelier, de la ville de Saint-Henri, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2e jour de mai 1904, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 13 avril 1904. 1403

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In the matter of J. M. Couillard, Sainte Martine, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the second day of May, 1904, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,

Curator.
1378

Montreal, 12th April, 1904.

Province of Québec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In the matter of The L. O. David Co., Buckingham, Que.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been declared in the above matter, which will be open to objection until Tuesday, the 26th day of April, 1904, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR WADE WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,

Curators.

205, Saint James street,
Montreal, 9th April, 1904. 1364

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Bruno Charbonneau, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 2nd May, 1904.
Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 16th April, 1904. 1398

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Louis Lemoine, restaurant keeper, of the town of Saint Henry, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 2nd day of May, 1904, after which date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 13th April, 1904. 1404

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
In re Elie Lemire, Maskinongé, P. Q.,

Insolvable.

Avis vous est donné que le 9e jour d'avril 1904, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 16 avril 1904. 1395

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No. 123.

In re Eudipe Gamelin, propriétaire de beurreries, de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, Failli.

Avis est par le présent donné que par ordonnance de l'honorable juge H. C. St. Pierre, je soussigné, Robert S. Brown, commis, de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du dit failli, et avis est donné aux créanciers du dit failli de produire entre mes mains dans un délai de 30 jours, leur réclamation attestée sous serment.

R. S. BROWN,
 Curateur.

Saint-Chrysostôme, 11 avril 1904. 1387

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No. 4466.

In re Joseph Omer Lamoureux, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé dans cette affaire, et sera payable à mon bureau.

J. B. T. LAFRENIERE,
 Curateur.

Sorel, 13 avril 1904. 1407

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Authier Bros, ville Saint-Henri, Faillis.

Avis est donné que nous avons préparé un second et dernier bordereau de collocation, lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le troisième jour de mai 1904.

LAMARCHE & BENOIT,
 Curateurs conjoints.

Montréal, 14 avril 1904. 1405

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No. 55.

Moïse Poulin, *ès-qual*, et Curateur :

Georges Poulin, Failli.

Avis est donné que le huitième jour du mois d'avril 1904, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour curateur aux biens du dit George Poulin, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

MOISE POULIN,
 Curateur.

Saint-Georges, 11 avril 1904. 1389

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Elie Lemire, Maskinongé, P. Q.,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of April, 1904, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 16th April, 1904. 1396

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court*
 No. 123.

In re Eudipe Gamelin, of the parish of Saint Jean Chrysostôme, owner of butter factories, Insolvent.

Notice is hereby given that I, the undersigned, Robert S. Brown, of the parish of Saint Jean Chrysostôme, clerk, have, by order of Honorable Justice H. C. St Pierre, given this day, been appointed curator to the property of said insolvent, and notice is also given to the creditors of the said insolvent to file their sworn claim with me within a delay of thirty days.

R. S. BROWN,
 Curator.

Saint Chrysostôme, 11th April, 1904. 1388

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4466.

In re Joseph Omer Lamoureux, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and dividend will be payable at my office.

J. B. T. LAFRENIERE,
 Curator.

Sorel, 13th April, 1904. 1408

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Authier Bros., town of Saint Henri, Insolvents.

Notice is given that we have prepared a second and final dividend sheet, which dividend will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the third day of May, 1904.

LAMARCHE & BENOIT,
 Joint curators,

Montreal, 14th April, 1904. 1406

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 55.

Moïse Poulin, *ès-qual*, and Curator ;

Georges Poulin, Insolvent.

Notice is given that by order of the court, on the eighth day of the month of April, 1904, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said Georges Poulin, who has made an assignment of it for the benefit of his creditors.

Claims duly sworn to must be filed in my hands within thirty days from this date.

MOISE POULIN,
 Curator,

Saint Georges, 11th April, 1904. 1390

Licitations

Province de Québec, }
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*
 No 1683.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le sixième jour d'avril 1904, dans une cause dans laquelle Demoiselle Octavie Hamel, de Montréal, est Demanderesse; et Demoiselle Honorine Hamel, de Saint-Louis de Lotbinière, district de Québec, est Défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit : savoir :

1° Une terre d'un arpent et demi de front sur environ trente arpents de profondeur, situés en la concession Saint-Eustache, en la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, portant le numéro trois cent trente huit (338), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint Louis de Lotbinière; et borné au nord aux terres de Sainte-Croix, au sud à la terre ci-après désignée, au nord-est à Josephat Lemay, et au sud-ouest à Alphonse Auger—avec les bâtisses y construites, circonstances et dépendances, à la réserve de l'emplacement de feu Eleusippe Lemay.

2. Une terre d'un arpent et demi de front sur environ trente arpents de profondeur, située en la concession Saint-Jean-Baptiste, en la même paroisse, portant le numéro cinq cent soixante-cinq (565), du dit cadastre; et bornée au nord à la terre sus-désignée, au sud aux terres du Grand Saint-Charles, au nord-est et au sud-ouest aux dits Josephat Lemay et Alphonse Auger—sans réserve.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIÈME jour de MAI prochain (1904), cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice de Québec; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, et que toute opposition à la dite vente, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, à peine de forclusion.

GEORGES POLIQUIN,
 Procureur de la demanderesse.

Québec, 14 avril 1904. 1411

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 2003.

LICITATION.

M. J. Sheedy, Demandeur;
 vs.
 T. Davies et al., Défendeurs;
 et
 D. Poitras *ès-qual*,
 Défendeur par reprise d'instance.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le douzième jour de mars 1904, dans une certaine cause où Michael Joseph Sheedy, des cité et district de Montréal, charretier, est Demandeur; et Thomas Davies, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, et William Sheedy, ci-devant des cité et district de Montréal, mais maintenant de lieux inconnus, étaient Défendeurs, et Déodat Poitras, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, comptable, en sa qualité de curateur à la succession vacante du dit défendeur Thomas Davies, est défendeur par

Licitations

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No 1683.

LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court of this district, rendered on the sixth day of April, 1904, in a case where Octavie Hamel, of Montreal, is Plaintiff; and Honorine Hamel, of Saint Louis de Lotbinière, is defendant, ordering the licitation of the immovables designated as follows, to wit :

1. A certain lot of land of one acre (*arpent*) and a half in front by about thirty acres (*arpents*) in depth, situated in the Saint Eustache concession, in the parish of Saint Louis de Lotbinière, being the number three hundred and thirty eight (No 338), of the official cadastre for the said parish of Saint Louis de Lotbinière; bounded north to the lots of land of Sainte Croix, south to the lot hereinafter described, north east to Josephat Lemay, and south west to Alphonse Auger—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependences, but with the exclusion of the piece of ground (*emplacement*), belonging to the late Eleusippe Lemay.

2. A certain lot of land of one acre (*arpent*) and a half in front by about thirty acres (*arpent*) in depth, situated in the Saint Jean Baptiste concession, in said parish of Saint Louis de Lotbinière, being the lot known as number five hundred and sixty five (No 565), of the official cadastre for said parish; and bounded north to the above lot No. 338, south to the lots of land of the Grand Saint Charles, north east to Josephat Lemay, and south west to Alphonse Auger—without reserve.

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder at the sitting of the superior court of the district, at the court house of Quebec, on the EIGHTEENTH day of MAY next (1904); subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges, and that all oppositions to the sale must be filed at least twelve days before the sale, and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, on pain of being foreclosed.

GEORGES POLIQUIN,
 Attorney for plaintiff.

Quebec, 14th April, 1904. 1412

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No. 2003.

LICITATION.

M. J. Sheedy, Plaintiff
 vs.
 T. Davies et al., Defendants;
 and
 D. Poitras *esqual*,
 Defendant par reprise d'instance.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twelfth day of March, 1904, in a certain cause in which Michael Joseph Sheedy, of the city and district of Montreal, carter, is Plaintiff; and Thomas Davies, of the town of Lachine, in the district of Montreal, and William Sheedy, formerly of the city and district of Montreal, but presently of parts unknown, were Defendants, and Déodat Poitras, of the town of Lachine, in the district of Montreal, accountant, in his quality of curator to the vacant succession of the said defendant Thomas Davies, is defendant

reprise d'instance, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit :

(A) Un lot de terre ou emplacement situé dans la ville de Lachine, mesurant environ trente pieds de front sur environ cent deux pieds de profondeur, mesure anglaise,—avec une petite maison en bois à une étage sus-érigée, le dit lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, comme lot (cadastre) numéro 283,—circonstances et dépendances.

(B) Un lot de terre ou emplacement situé dans la ville de Lachine, contenant huit mille deux cent quarante pieds en superficie, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine, comme lot (cadastre) numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285)—circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de MAI prochain, 1904, cour tenante, du palais de justice de la cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de distraire ou afin de charger à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CRUICKSHANK & SMYTH,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 21 mars 1904. 1125.2

[Première publication, 26 mars 1904.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } ALFRED LAFON-
No 8. } ALFRED LAFONTAINE, Demandeur;
contre LEON LACOURSE, Défendeur.

Une terre connue comme étant les numéros quarante-un et quarante-deux (41 et 42), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Paul de Chester, située dans le rang Craig Sud—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul de Chester, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaska, 17 mars 1904.

[Première publication, 19 mars 1904.]

Shérif.

1087.2

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

par reprise d'instance, ordering the licitation of certain immovable property described as follows:

(A) A lot of land or emplacement situated in the town of Lachine, measuring about thirty feet front by about one hundred and two feet in depth, english measure—with a small one story wooden house thereon erected, the said lot of land known and designated upon the official plan and in the book of reference of the said town of Lachine, as lot (cadastral) number 283—with all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

(B) A lot of land or emplacement situated in the town of Lachine, containing eight thousand two hundred and forty feet in superficies, and designated on the official plan and book of reference of the said town of Lachine, as lot (cadastral) number two hundred and eighty five (285)—with appurtenances thereto belonging.

The immovables above described will be sold and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRD day of MAY next, 1904, in open court, in the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges (*cahier des charges*) deposited in the office of the prothonotary of the said court, and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw must be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above stated for the sale and adjudication; and all oppositions *afin de conserver* must be deposited within six days after the adjudication; and, in default of the parties depositing the said oppositions within the delays prescribed by these presents, they will be foreclosed from the right to do so.

CRUICKSHANK & SMYTH,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st March, 1904. 1126

[First published, 26th March, 1904.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } ALFRED LAFONTAINE,
No. 8. } ALFRED LAFONTAINE, Plaintiff; against LEON
LACOURSE, Defendant.

A farm known as being lots numbers forty one and forty two (41 and 42), of official cadastre for the parish of Saint Paul of Chester, lying in the South Craig range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul of Chester, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaska, 17th March, 1904.

[First published, 19th March, 1904.]

Shérif.

1088

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JAMES CRATHERN**, des
No 199. } cité et district de Mont-
réal, marchand, Demandeur ; contre les terres et
tènements de **AMOS COWEN**, du même lieu,
Défendeur.

Ce lot de terre sis et situé dans la dite cité de Montréal, formant partie du lot numéro dix-sept cent soixante et quinze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, et connu comme lot numéro cinq, sur un plan annexé à ce certain acte de vente de John Cassils, de la cité de Montréal, marchand, à Robert Linton, passé devant E. H. Stuart, notaire, et daté le 12^e jour de novembre 1872, le dit lot numéro cinq contenant vingt-quatre pieds de largeur en front, et arrière sur-cent trente-six pieds six pouces de profondeur des deux côtés, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Upper Peel, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro quatre, sur le dit plan, appartenant à J. L. Morris, et de l'autre côté par la propriété de Dame Mills—avec une maison en pierre à deux étages et autres bâtisses sus-érigées, avec le droit de mitoyenneté dans les murs de la maison voisine, ensemble avec l'usage de la ruelle de dix-sept pieds de largeur en arrière du dit lot, tel que désigné sur le dit plan, avec le droit d'entrée et de sortie d'une autre ruelle courant à angles droits jusqu'à la dite ruelle en premier lieu mentionnée passant à travers le lot numéro dix-sept cent soixante et quatorze (1774), sur le dit plan officiel dans l'avenue Workman, au côté de la maison maintenant occupée par D. A. P. Watt, écr., mais le dit John Cassils réserve expressément pour lui-même le droit de substituer à l'avenir pour l'usage et le droit de sortie de et à travers la dite ruelle en deuxième lieu mentionnée, les mêmes usage et droit de sortie de et à travers une autre ruelle courant à angles droits de la dite ruelle en premier lieu mentionnée parallèle à la deuxième ruelle jusqu'à l'avenue Workman à travers le lot numéro dix-sept cent soixante et treize (1773), sur le dit plan officiel d'une largeur d'au moins de dix pieds, mesure anglaise, dans aucun cas le dit John Cassils créant la servitude sur la dite ruelle pour l'usage d'entrée et de sortie.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 13 avril 1904. 1133

[Première publication, 16 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No 2107. } **COMPANY OF CANADA**,
corporation dûment constituée par acte public du
parlement, ayant sa principale place d'affaires pour
la province de Québec, dans les cité et district de
Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements
de **EMILE NIQUETTE**, des cité et district
de Montréal, Défendeur.

Un certain lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, composé des lots numéros quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit (87 et 88), de la subdivision officielle du lot originaire connu dans les plan et livre de renvoi officiels du village Saint Jean-Baptiste, sous le numéro six (No 6), contenant chacun des dits lots, vingt-quatre pieds de largeur par soixante et dix pieds de longueur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Chambord, en arrière par une ruelle commune—avec maisons et bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 22 mars 1904. 1133-2

[Première publication, 26 mars 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JAMES CRATHERN**, of the
No. 199. } city and district of Mont-
real, merchant, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **AMOS COWEN**, of the same place,
Defendant.

That certain lot of land situate and being in the said city of Montreal, and forming part of lot number seventeen hundred and seventy five, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, and known as lot number five, on a plan annexed to that certain deed of sale from John Cassils, of the city of Montreal, merchant, to Robert Linton, executed before E. H. Stuart, notary, and bearing date the 12th day of November (1872), containing said lot number five twenty four feet in width in front, and rear by one hundred and thirty six feet and six inches in depth, on both sides, the whole english measure, and more or less ; bounded in front by Upper Peel street, in rear by a lane, on one side by lot number four, on said plan, belonging to J. L. Morris, and on the other side by Mrs. Mills property—with a twostory stonehouse and out buildings thereon erected, with the right of mitoyenneté in the walls of the adjoining house, together with the use of the lane, seventeen feet wide in rear of said lot, as shown on said plan, with the right of ingress and egress of another lane running at right angles to said first mentioned lane passing through lot number seventeen hundred and seventy four (1774), on said official plan into Workman avenue, at the side of the house now occupied by D. A. P. Watt, esq., but the said John Cassils expressly reserves to himself the right of hereafter substituting for the use and right of egress of and through the said lane secondly mentioned, the like use and right of egress of and through another lane running at right angles from said lane first mentioned, parallel with the second lane to Workman avenue through lot number seventeen hundred and seventy three (1773), on said official plan of at least a width of ten feet, english measure, in any case the said John Cassils, creating the servitude on the said lane for use of ingress and egress.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th April, 1904. 1134

[First published, 16th April, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 2107. } **COMPANY OF CANADA**,
a corporation duly constituted by public act of
parliament, having its principal place of business
for the province of Quebec, in the city and district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **EMILE NIQUETTE**, of the city and
district of Montreal, Defendant.

A certain lot of land situate and being in the city of Montreal, in the district of Montreal, composed of lots numbers eighty seven and eighty eight (87 and 88), of the official subdivision of the original lot known on the official plan and book of reference of the village Saint Jean Baptiste, as number six (No. 6), each of the said lots containing twenty four feet in width by seventy feet in length, english measure ; bounded in front by Chambord street, in rear by a common lane—with houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 22nd March, 1904. 1134

[First published, 26th March, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
No 1291. } **AND MORTGAGE**
COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènement **DES HERITIERS** de feu Adolphe Mathieu, décédé, en son vivant des cité et district de Montréal, avocat, Défendeurs.

1° Un lot de terre—avec bâtisses sus-érigées, situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Cadieux, et au nord-ouest par la rue Sainte-Agathe, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le numéro trente-huit (38).

Un morceau de terre—avec bâtisses sus-érigées, contenant en tout environ seize mille (16,000) pieds en superficie, plus ou moins, pour être vendu en un seul lot, composé des lots suivants, à savoir :

2° Un lot de terre—avec bâtisses sus-érigées, situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front par la ruelle Perrault, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro deux (2), des subdivisions officielles du lot numéro officiel quarante-sept (47).

Un lot de terre—avec bâtisses sus-érigées, situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front par la ruelle Perrault, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le numéro trois (3), des subdivisions du lot numéro officiel quarante-sept (47).

4° Un lot de terre—avec bâtisses sus-érigées, situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front (suivant le plan officiel), partie par la ruelle Perrault, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro quatre (4), des subdivisions officielles du lot numéro officiel quarante-sept (47), comprenant dans le dit lot de terre une partie de la dite subdivision numéro quatre, maintenant employée comme rue Sainte-Agathe, les maisons sur la dite subdivision faisant front apparemment sur la dite rue Sainte-Agathe.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-HUITIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 mars 1904. 957-2
Député Shérif.
[Première publication, 12 mars 1904, est nulle].

[Première publication, 26 mars 1904.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure

Province de Québec, } **ALPHEUS COLTEN,**
District de Pontiac. } Demandeur ; contre
No 651. } **RICHARD STEVENS,**
Défendeur, à savoir :

1. Le front ou les moitiés nord-est des lot numéros vingt-six (26) et vingt-sept (27), dans le cinquième rang du canton de l'Isle au Calumet ; bornés en front par la rivière Ottawa, en arrière par le résidu des dits lots sur la ligne tirée parallèle à la ligne du rang. Les dits lots contenant chacun vingt-huit acres et deux vergées, plus ou moins, en superficie.

2° Aussi toutes les réclamations et tous les titres,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DETERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 1291. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THE HEIRS** of the late Adolphe Mathieu, deceased, in his lifetime of the city and district of Montreal, advocate, Defendants.

1. A lot of land—with the buildings thereon erected, situated in the Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Cadieux street, and on the north west side by Sainte Agathe street, and distinguished on the official plan and in the book of reference of the said Saint Louis ward, as number thirty eight (38).

A parcel of land—with the buildings thereon erected, containing in all about sixteen thousand (16,000) feet in superficies, more or less, to be sold *en bloc*, as one lot composed of the following lots, to wit :

2. A lot of land—with the buildings thereon erected, situate in the Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Perrault lane, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of the said Saint Louis ward, as number two (2), of the official subdivisions of lot official number forty seven (47).

3. A lot of land—with the buildings thereon erected, situate in the Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Perrault lane, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of said Saint Louis ward, as number three (3), of the subdivisions of lot official number forty seven (47).

4. A lot of land—with the buildings thereon erected, situate in the Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front (according to the official plan), partly by Perrault lane, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of the said Saint Louis ward, as number four (4), of the official subdivisions of lot official number forty seven (47), including in said lot of land a portion of said subdivision number four, now used as Sainte Agathe street, the houses in said subdivision apparently fronting on said Sainte Agathe street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY EIGHTH** day of **APRIL** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 22nd March, 1904. 958
[First publication, 12th March, 1904, is null].

[First published, 26th March, 1904.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **ALPHEUS COLTEN,**
District of Pontiac. } Plaintiff ; against
No. 651. } **RICHARD STEVENS,** De-
fendant, to wit :

1. The front or north east halves of lots numbers twenty six (26) and twenty seven (27), in the fifth range of the township of Calumet Island ; bounded in front by the river Ottawa, and in the rear by the residue of the said lots by line drawn parallel to the range line. Said lots containing each twenty eight acres and two rods, more or less, in superficies.

2. Also all the claims, titles, rights and interes

droits et intérêts du dit défendeur sur et dans le lot numéro huit (8), dans le cinquième rang du canton de Litchfield, ci-devant en la possession du dit défendeur comme sa propriété.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 22 mars 1904. 1161.2
[Première publication, 26 mars 1904.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUEBEC ; vs
No 1. } LOUIS BISTODEAU, à
savoir :

1° Le lot No 2184 (deux mille cent quatre-vingt-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sault-au-Matelot, — circonstances et dépendances.

2° Le lot No 2183 (deux mille cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la ruelle Sous-le-Cap — circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 mars 1904. 1297.2
[Première publication, 2 avril 1904.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JOSEPH ALPHONSE
No 354. } BEGIN, Demandeur :
vs DAME HENRIETTA VICTORIA LONG,
Défenderesse.

Ce certain emplacement sis et situé dans la ville de Windsor Mills, ayant front sur la rue Saint-George, et étant, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Windsor Mills, le lot numéro quatre cent soixante et dix-huit (478), contenant un acre en superficie — avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 13 avril 1904. 1419
[Première publication, 16 avril 1904.]

of said defendant, unto and upon lot number eight (8), in the fifth range of the township of Litchfield, heretofore in the possession of said defendant as his property.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 22nd March, 1904. 1162
[First published, 26th March, 1904.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1. } LOUIS BISTODEAU, to
wit :

1. Lot No. 2184 (two thousand one hundred and eighty four), of the official cadastre for Saint Peter's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Sault-au-Matelot street — circumstances and dependencies.

2. Lot No. 2183 (two thousand one hundred and eighty three), of the official cadastre for Saint Peter's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Sous-le-Cap lane — circumstances and dependencies.

To be sold in one and the same plot (*en bloc*), at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 31st March, 1904. 1298
[First published, 2nd April, 1904.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JOSEPH ALPHONSE
No. 354. } BEGIN, Plaintiff ; vs
DAME HENRIETTA VICTORIA LONG, Defendant.

That certain emplacement being lying and situate in the town of Windsor Mills, fronting on Saint George street, and being on the official plan and in the book of reference for the village of Windsor Mills, the lot number four hundred and seventy eight (478), containing one acre in superficies — together with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Philippe de Windsor, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 13th April, 1904. 1420
[First published, 16th April, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Saint-François, à savoir : } **THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA**, Demanderesse ; contre **HUGH MACDONALD**, Défendeur.

Ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Bury, dans le dit district de Saint-François, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Bury, comme lot numéro vingt-sept (No 27), dans le huitième rang du dit canton, contenant cent quarante-six acres, plus ou moins ; borné en front au sud par le chemin principal entre les villages de Bury et Lingwick—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de la partie du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le **DIX-SEPTIEME** jour de **MAI** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 12 avril 1904. 1421
[Première publication, 16 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **THE SHERBROOKE LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, Demanderesse ; contre **OLIVA BOULÉ, ES QUALITÉ**, Défendeur, à savoir :

La moitié indivise de l'immeuble suivant en la possession du dit défendeur, en sa qualité de tuteur dûment nommé à son frère mineur, Joseph Boulé, et comme lui appartenant :

Tout ce morceau ou lot de terre sis et situé dans la cité de Sherbrooke, connu et désigné comme le résidu du lot numéro cent cinquante-trois (153), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du quartier centre de la dite cité de Sherbrooke, déduction faite d'icelui de cette partie vendue par Joseph Boulé à la "corporation épiscopale catholique apostolique et romaine de Sherbrooke," le vingt-cinquième jour d'octobre 1888, étant la partie sud du dit lot, contenant six mille soixante et onze pieds ou bien près—avec la forge et autres maisons, bâtisses et appartenances ; borné en front ou au nord par la rue Factory, à l'ouest par le lot 152, sur le dit plan, à l'est par le lot 154, sur le dit plan, et au sud par la susdite partie sud du dit lot 153, appartenant à la dite corporation épiscopale catholique apostolique et romaine du diocèse de Sherbrooke.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le **TROISIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 mars 1904. 1179-2
[Première publication, 26 mars 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

WARRANT DE CURATEUR.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **IN RE EDOUARD DAMPHOUSSE**, Failli, et **PIERRE BELAND**, Requéraut, et le dit Pierre Beland, curateur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Saint François, to wit : } **THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA**, Plaintiff ; against **HUGH MACDONALD**, Defendant.

That certain piece of land lying and situated in the township of Bury, in the said district of Saint Francis, being known and designated under the official plan and book of reference for the said township of Bury, as lot number twenty seven (No. 27), in the eighth range of the said township, containing one hundred and forty-six acres, more or less ; bounded in front to the south by the main road between Bury and Lingwick villages—with all the buildings, betterments and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of part of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the **SEVENTEENTH** day of **MAY** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 12th April, 1904. 1422
[First published, 16th April, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **THE SHERBROOKE LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, Plaintiff ; against **OLIVA BOULÉ, ES-QUALITÉ**, Defendant, to wit :

The undivided one half of the following real estate in the possession of the said defendant, in his quality of tutor duly appointed to his minor brother, Joseph Boulé, and as belonging to him :

All that piece, parcel or lot of land situate, lying and being in the city of Sherbrooke, known and designated as the residue of the lot number one hundred and fifty three (153), on the official cadastral plan and book of reference, for the centre ward of the said city of Sherbrooke, after deducting there from that portion thereof sold by Joseph Boulé to the "Corporation Episcopale Catholique Apostolique et Romaine de Sherbrooke," on the twenty fifth day of October, 1888, being the southerly part of said lot, containing six hundred and seventy one feet or very nearly—with the blacksmith shop and other houses, buildings and appurtenances thereon or thereunto belonging ; bounded in front or northerly by Factory street, westerly by lot 152, on said plan, easterly by lot 154, on said plan, and southerly by the aforesaid south portion of said lot 153, owned by the said "Corporation Episcopale Catholique Apostolique et Romaine du diocèse de Sherbrooke."

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the **THIRD** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd March, 1904. 1180
[First published, 26th March, 1904.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **IN RE EDOUARD DAMPHOUSSE**, Insolvent, and **PIERRE BELAND**, Petitioner, and the said Pierre Beland, Curator.

Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, dans la concession Saint-Barthélemy, côté ouest, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Léon, sous les numéros cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante sept, cinq cent cinquante-huit et cinq cent cinquante-neuf (556, 557, 558 et 559)—avec maison et autres bâtisses sus construites.

A distraire de la dite terre le terrain de la route qui la traverse dans le sens de la longueur, depuis le chemin de front du dit rang Saint-Barthélemy jusqu'au cordon des terres de Grand-pré, en la paroisse de Sainte-Ursule.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 avril 1904. 1409
[Première publication, 16 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } NICOLAS TRUDEL,
No 1292. } Demandeur ; contre
LUC GELINAS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Flore, dans le premier rang de Sainte-Catherine, et portant le numéro trente-quatre (34), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 mars 1904. 1157-2
[Première publication, 26 mars 1904.]

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que M. P.
Procureur-Général. } A. O. Guillet, secrétaire
des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Trois-Rivières, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Timothée, dans le comté de Champlain, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Timothée, située dans le

A land situate in the parish of Saint Leon, in the concession Saint Barthelemy, west side, known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Leon, as numbers five hundred and fifty six, five hundred and fifty seven, five hundred and fifty eight and five hundred and fifty nine (556, 557, 558 and 559)—with house and other buildings thereon erected.

Reserving from the said lot the ground of the road crossing it lengthwise from the front road of the said range Saint Barthelemy to the division line (cordon) of the lands of Grand-pré, in the parish of Sainte Ursule.

To be sold at the church door of the parish of Saint Leon, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th April, 1904. 1410
[First published, 16th April, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } NICOLAS TRUDEL,
No. 1292. } Plaintiff ; against
LUC GELINAS, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte-Flore, in the first range of Sainte Catherine, and being number thirty four (34), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd March, 1904. 1158
[First published, 26th March, 1904.]

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS P. O.
Attorney-General. } Guillet Esq., secretary
to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Three Rivers, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the lieutenant-governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree, of the ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Timothée, in the county of Champlain, in the said Roman Catholic Diocese of Three Rivers, to be as follows, that is to say :
The parish of Saint Timothée, situate in the county

comté de Champlain, et qui occupe une superficie d'environ vingt (20) milles carrés, est formée de démembrements des paroisses de Saint-Tite, Saint-Narcisse, Saint-Jacques-des-Piles et d'une certaine partie du canton Radnor.

La partie démembrée de Saint-Tite comprend, du cadastre officiel de cette paroisse, les lots suivants:

1° Depuis et y compris le No 410, de la concession nord de la rivière Mékinac jusqu'au No 423, inclusivement, de la concession sud de cette rivière;

2° La partie du lot No 678, située entre le rang du gouvernement et la ligne nord-ouest du said rang nord de la rivière Mékinac;

3° Depuis le No 560 jusqu'au No 586, tous deux inclusivement, du rang du chemin du gouvernement;

4° Depuis le No 587 jusqu'au No 677, tous deux inclusivement, du rang Saint-Pierre, côtés nord-est et sud-ouest;

5° Les Nos 557, 558 et 559, formant les abouts entre le rang sud-ouest de la rivière des Envies et le rang Saint-Pierre, côté nord-est;

6° Depuis le No 486 jusqu'au No 508, tous deux inclusivement, du rang sud-ouest de la rivière des Envies;

La partie démembrée de Saint-Narcisse, comprend les lots depuis le No 154 jusqu'au No 167, tous deux inclusivement, du cadastre officiel de cette paroisse, dans le rang Saint-Pierre, côtés nord-est et sud-ouest.

La partie démembrée de Saint-Jacques des Piles comprend cette partie du bloc "B", dans le canton Radnor limitée; au nord-ouest et au sud-est respectivement par le prolongement vers le sud-ouest de chacune des lignes nord-ouest des lots Nos 654 et 641 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Tite, et limitée au sud-ouest par le prolongement, vers le nord-ouest, de la limite nord-est de la paroisse de Saint-Théophile,

La paroisse de Saint-Timothée, comprend aussi la partie du canton Radnor; limitée par la paroisse de Saint-Théophile au sud-ouest, Saint-Jacques des Piles au nord-ouest, la ligne sud-ouest de la seigneurie de Batiscan au nord-est, et la paroisse de Saint-Narcisse, au sud-est.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Timothée, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Timothée décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1431

of Champlain, and which contains a superficies of about twenty (20) square miles, is formed of the dismemberments of the parishes of Saint Tite, Saint Narcisse, Saint Jacques des Piles and a certain part of the township of Radnor.

The part dismembered from Saint Tite comprises the following lots of the official cadastre of that parish:

1. From and including lot No. 410, of the concession north of the river Mékinac to No. 423, inclusively, of the concession south of that river;

2. That part of lot No. 678, situate between the government and the north west line of the said range of the river Mékinac;

3. From lot No. 560 to 586, both inclusively, of the government road range;

4. From lot No. 587 to 677, both inclusively, of Saint Pierre range, north east and south west sides;

5. Nos. 557, 558 and 559, forming the ends between the range south west of *rivière des Envies* and Saint Peter's range, north east side;

6. From No. 486 to No. 508, both inclusively, of the range south west of *rivière des Envies*.

The part dismembered from Saint Narcisse, comprises the lots from No. 154 to No. 167 both inclusively, of the official cadastre of that parish, in Saint Pierre range, north east and south west sides.

The part dismembered from Saint Jacques des Piles comprises that portion of block "B", in the township of Radnor; bounded on the north west and south east respectively by the prolongation towards the south west of the north western lines of each of the lots Nos. 654 and 641, of the official cadastre of the parish of Saint Tite, and bounded on the south west by the prolongation, towards the north west, of the north eastern boundary of the parish of Saint Théophile.

The parish of Saint Timothée, also comprises the part of the township of Radnor; bounded by the parish of Saint Théophile on the south west, Saint Jacques des Piles on the north west, and the seigniorie of Batiscan, on the north east, and the parish of Saint Narcisse on the south east.

NOWKNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries to the parish of Saint Timothée aforesaid;

And We have erected and declared, and these presents erect and declare the said parish Saint Timothée to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1432

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Canton Massé.*
Lot 70 du 3e rang, à Ernest Ouellet.
Canton Simard.
Lot 14 du 6e rang, à Delph. Tremblay.
Canton Cabano.
Lot A du 11e rang, à Alf. Roy.
Lot B du 12e rang, à Alf. Roy.
Canton Langevin.
1er rang.
Lot 53, à Jos. Giroux.
Lot 54, à Dav. Giroux.
Canton Marlow.
5e rang.
Lot 12, à Eliza Coepel.
Lot 13, à Jean Grenier.
Canton Harvey.
Lot 63 du 4e rang, à Rob. Smith.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 16 avril 1904.

1429

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7425.

- Canton Spaulding.*
6e rang.
Lot 21, à Onésime Garant.
Adj. 7426.
Canton La Minerve.
13e rang.
Lot 5, à Alfred Thérien.
Adj. 7427.
Canton La Minerve.
13e rang.
Lot 6, à Alex. Vannier.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 16 avril 1904.

1437

Avis Divers

Québec, 14 avril 1904.

Avis est par le présent donné que par application de l'article 4780 des Statuts refondus de la province de Québec, 1888, à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie d'amusements et d'exhibition de Valleyfield, dûment incorporée par lettres patentes de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, émises sous le grand sceau de la province, le vingtième jour de

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Township Massé.*
Lot 70 of 3rd range, to Ernest Ouellet.
Township Simard.
Lot 14 of 6th range, to Delph. Tremblay.
Township Cabano.
Lot A of 11th range, to Alf. Roy.
Lot B of 12th range, to Alf. Roy.
Township Langevin.
1st range.
Lot 53, to Jos. Giroux.
Lot 54, to Dav. Giroux.
Township Marlow.
5th range.
Lot 12, to Eliza Coepel.
Lot 13, to Jean Grenier.
Township Harvey.
Lot 63 of 4th range, to Rob. Smith.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 16th April, 1904.

1430

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Adj. 7425.
Township Spaulding.
6th range.
Lot 21, to Onésime Garant.
Adj. 7426.
Township La Minerve.
13th range.
Lot 5, to Alfred Thérien.
Adj. 7427.
Township La Minerve.
18th range.
Lot 6, to Alex. Vannier.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries,
Quebec, 16th April, 1904.

1438

Miscellaneous Notices

Québec, 14th April 1904.

Notice is hereby given that in the fulfilment of article 4780, of the Revised Statutes of the province of Québec, 1888, a general meeting of the shareholders of the Valleyfield Amusement and Exhibition Company, duly incorporate by letters patent from His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, issued under the great seal of the province, on the twentieth day of July,

juillet, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, spécialement convoquée pour les fins ci-après mentionnées et régulièrement tenue, à huit heures du soir, le huitième jour d'avril courant, au bureau du secrétaire de la compagnie, sur la rue Victoria, en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté et district de Beauharnois, sous la présidence de monsieur Etienne Hilaire Solis, président de la compagnie; à laquelle étaient présents des actionnaires de la dite compagnie en nombre suffisant pour représenter et représentant pas moins des deux tiers des parts souscrites et payées, dans le capital-action de la dite compagnie, une résolution a été adoptée à l'unanimité des actionnaires présents, soit personnellement soit par procuration, décrétant la liquidation et la dissolution de la dite compagnie, et notamment monsieur Rémi S. Joron, notaire, demeurant en la ville de Salaberry de Valleyfield, liquidateur de la dite compagnie pour toutes les fins prévues par la loi requérant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social en cette province.

A Salaberry de Valleyfield, le 12 avril 1904.

R. S. JORON,

Secrétaire-trésorier de la compagnie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield.
1433

Canada,
Province de Québec,
District de Richelieu.

Cour Supérieure.

Dame Mathilda Merrette, épouse de François-Xavier Gauthier, ci-devant de la paroisse de Saint-Aimé, district de Richelieu, et maintenant absent aux états-unis d'Amérique,
Demanderesse;

vs

Le dit François-Xavier Gauthier, ci-dessus désigné,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

A. A. BRUNEAU,

Procureur de la demanderesse.

Sorel, 14 mars 1903.

1425A

AVIS.

Lors de la discussion du projet de loi concernant les amendements demandés à la charte de la cité de Montréal, les propriétaires qui doivent être expropriés en vertu de l'acte 3 Edouard VII, ch. 62, sec. 52, sous-section 20, demanderont que leurs propriétés soient payées d'après leur valeur marchande.

LAMOTHE & TRUDEL,

Avocats des propriétaires.

Montréal, 14 avril 1904.

1435

Avis de Faillites

District de Québec.

Re Ludger Corriveau, marchand, Sainte-Anne de Beauré, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 mai prochain, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 14 avril 1904.

1423

Province de Québec,
District de Saint-François.

Cour Supérieure.

In re E. H. Guilbert, de Magog, Qué.,

Failli.

Avis est par le présent donné que le onzième jour d'avril courant (1904), par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succes-

one thousand eight hundred and ninety nine, specially convened for the purposes hereinafter mentioned and duly held at eight o'clock in the evening, on the eighth day of April instant, at the office of the secretary of the company, in Victoria street, in the town of Salaberry de Valleyfield, in the county and district of Beauharnois, under the presidency of Mr. Etienne Hilaire Solis, president of the company, at which were present shareholders of the company in sufficient numbers to represent and representing not less than two thirds of the subscribed and paid up shares in the capital stock of the company, a resolution was unanimously adopted by the shareholders present, personally or by power ordering the liquidation and dissolution of the said company, and appointing Mr. Rémi S. Joron, notary, residing in the town of Salaberry de Valleyfield, liquidator of the said company for all purposes provided for by the law governing the voluntary liquidation of joint stock companies in this province.

Salaberry de Valleyfield, the 12th April, 1904.

R. S. JORON,

Secretary treasurer of the Valleyfield Amusement and Exhibition Company.
1434

Canada
Province of Québec,
District of Richelieu.

Superior Court.

Dame Mathilda Merrette, wife of François Xavier Gauthier, heretofore of the parish of Saint Aimé, district of Richelieu, and now absent in the united states of America,
Plaintiff;

vs

The said François Xavier Gauthier, hereafter designated,
Defendant.

An action as to separation to property has been, this day, been sued against the defendant.

A. A. BRUNEAU,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 14th March, 1903.

1426

NOTICE

When the bill respecting the amendments asked to be made to the charter of the city of Montreal is discussed, the proprietors who are to be expropriated under the act 3 Edouard VII, chap. 62, sec. 52, subsection 20, will ask that their properties be paid according to their merchantable value.

LAMOTHE & TRUDEL,

Attorneys for the proprietors.

Montreal, 14th April, 1904.

1436

Bankrupt Notices

District of Québec.

Re Ludger Corriveau, merchant, Sainte-Anne de Beauré, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd May next, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Québec, 14th April, 1904.

1424

Province of Québec,
District of Saint Francis.

Superior Court.

In re E. H. Guilbert, of Magog, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the eleventh day of April instant (1904), by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the

sion du failli susnommé, qui a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations au bureau de J. P. Royer, No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué., dans les trente jours.

J. P. ROYER,
L. A. AUDET.

Curateurs conjoints.

Daté ce 11 avril 1904.

1417

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2302.

LICITATION.

Dame Marie Louise Desrouard dit Villemaire *et vir.*,
Demandeurs ;

vs.

Louis Desrouard dit Villemaire *et al.*,
Défendeurs.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de deux jugements de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quinzième et le trentième jour de mars mil neuf cent quatre (1904), dans une cause dans laquelle Dame Marie Louise Desrouard dit Villemaire, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nicolas Fortier, photographe, du même lieu, et ce dernier, partie aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs ; et Louis Desrouard dit Villemaire ; Dame Henriette *alias* Amanda Desrouard dit Villemaire, épouse dument séparée de biens de Auguste Bouesnel, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Stephen Vallée ; Dame Marie Louise Frédérique Chartrand, épouse dument séparée de biens de Louis Joseph Alexandre Miller, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Dame Albina Desrouard dit Villemaire, épouse commune en biens de Hypolite Ferrand, et ce dernier, partie aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse ; Raoul Desrouard dit Villemaire ; Arthur Desrouard dit Villemaire ; Dame Victoria Moreau dit Duplessis, épouse séparée de biens de Raoul Desrouard dit Villemaire, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, tous des cités et district de Montréal ; Révérende Céilia *alias* Cécile Desrouard dit Villemaire, en religion Sœur Marie Siméon, de la Congrégation des Saints Noms Jésus Marie, de la paroisse de Sainte-Martine, dans le district de Beauharnois ; Dame Joséphine Desrouard dit Villemaire, épouse judiciairement séparée de biens de Louis *alias* Cyprien Robert, et ce dernier, partie aux présentes, pour autoriser sa dite épouse, tous deux de la ville de Medford (Hillside), dans l'état de Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique ; Damase P. Perrin ; Dame Maria Sancer, épouse séparée de biens de Husmer Lantôt, et ce dernier, partie aux présentes, pour autoriser sa dite épouse, tous trois des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des immeuble suivant, savoir :

1° Le lot numéro cent vingt-six, subdivision une (126-1), des plan et livre de ravois officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, décrit comme suit : borné au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, au sud-est par le numéro 126-2, au sud-ouest par le No 126-5, et au nord-ouest par le No 124, de figure irrégulière, contenant en superficie mille cinq cent trente-trois pieds, mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle portant le No 126-5.

2° Le lot numéro cent vingt-six, subdivision deux

above named insolvent, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Creditors are requested to file their claims at the office of J. P. Royer, No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que., within thirty days.

J. P. ROYER,
L. A. AUDET.

Joint curators.

Dated 11th April, 1904.

1418

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2302.

LICITATION.

Dame Marie Louise Desrouard dit Villemaire *et vir.*,
Plaintiffs ;

vs

Louis Desrouard dit Villemaire *et al.*,
Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of two judgments of the superior court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, on the fifteenth day and the thirtieth day of March, one thousand nine hundred and four (1904), in a case in which Dame Marie Louise Desrouard dit Villemaire, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nicolas Fortier, of the same place, photographer, and the said Nicolas Fortier, party hereto to authorize his said wife, are Plaintiffs ; and Louis Desrouard dit Villemaire ; Dame Henri *alias* Amanda Desrouard dit Villemaire, wife duly separated as to property of Auguste Bouesnel, and the said Auguste Bouesnel, party hereto to authorize his said wife, Stephen Vallée ; Dame Marie Louise Fredericka Chartrand, wife duly separated as to property of Louis Joseph Alexandre Miller, and the said Louis Joseph Alexandre Miller, party hereto to authorize his said wife ; Dame Albina Desrouard dit Villemaire, wife common as to property of Hypolite Ferrand, and the said Hypolite Ferrand, party hereto to authorize his said wife ; Raoul Desrouard dit Villemaire ; Arthur Desrouard dit Villemaire ; Dame Victoria Moreau dit Duplessis, wife separated as to property of Raoul Desrouard dit Villemaire, and the said Raoul Desrouard dit Villemaire, party hereto to authorize his said wife, all of the city and district of Montreal ; Révérende Céilia *alias* Cécile Desrouard dit Villemaire, in religion Sister Marie Siméon, of the Congregation of the Blessed Names Jesus Marie, of the parish of Sainte Martine, in the district of Beauharnois ; Dame Joséphine Desrouard dit Villemaire, wife judicially separated as to property of Louis *alias* Cyprien Robert, and the said Louis *alias* Cyprien Robert, party hereto, to authorize his said wife, both of the town of Medford (Hillside), in the state of Massachusetts, one of the united states of America ; Damase P. Perrin ; Dame Maria Sancer, wife separated as to property of Husmer Lantot, and the said Husmer Lantot, party hereto to authorize his said wife, all three of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of the following immoveable, viz :

1. The lot of ground number one hundred and twenty six, subdivision one (126-1), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, described as follows : bounded to the north east by Sainte Elizabeth street, to the south east by lot No. 126-2, to the south west by lot No 126-5, and to the north west by the lot No 124, of irregular figure, containing an area of one thousand five hundred and thirty three feet, english measure—with buildings thereon erected and right of way in common in the lane bearing No. 126-5.

2. The lot of ground number one hundred and

(126-2), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, décrit comme suit : borné au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, au sud-est par le No 126-3, au sud-ouest par le No 126-5, et au nord-ouest par le No 126-1 ; mesurant vingt-trois pieds et quatre dixièmes en largeur en front, et vingt et un pieds et sept dixièmes en arrière, par soixante et huit pieds et huit dixièmes en profondeur, contenant mille cinq cent cinquante et un pieds, mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle portant le No 126-5.

3° Le lot numéro cent vingt-six, subdivision trois (126-3), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, décrit comme suit : borné au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, au sud-est par le No 126-4, au sud-ouest par le No 126-5, et au nord-ouest par le No 126-2 ; mesurant vingt-trois pieds cinq dixièmes de largeur en front et vingt et un pieds sept dixièmes en arrière par soixante-huit pieds huit dixièmes en profondeur, contenant en superficie mille cinq cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle portant le No 126-5.

4° Le lot numéro cent vingt-six, subdivision quatre (126-4), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, décrit comme suit : borné au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, au sud-est par la rue Vitré, au sud-ouest par le No 126-5, et au nord-ouest par le No 126-3 ; mesurant vingt-quatre pieds de largeur en front et vingt trois pieds en arrière par soixante-huit pieds huit dixièmes de profondeur, contenant en superficie mille six cent dix-sept pieds, mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle portant le No 126-5.

5° Le lot numéro cent vingt-six, subdivision six (126-6), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, décrit comme suit : borné au nord-est par le No 126-5, au sud-est par la rue Vitré, au sud-ouest par l'avenue Hôtel de Ville, et au nord-ouest par le No 125 ; mesurant trente-trois pieds de largeur en front et quarante-deux pieds six dixièmes en arrière par soixante-dix-neuf pieds sept dixièmes en profondeur, contenant en superficie trois mille douze pieds, mesure anglaise—avec quatre maisons dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle portant le No 126-5.

Les immeubles ci-dessus désigneront mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent quatre, à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, chambre 31, à Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition, afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire, à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions, dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

DEMERS & DE LORIMIER,
Avocats des demandeurs.

Montréal, 16 mars 1904.

[Première publication, 16 avril 1904.]

twenty six, subdivision two (126-2), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, described as follows : bounded to the north east by Sainte Elizabeth street, to the south east by lot No. 126-3, to the south west by lot No 126-5, and to the north west by lot No. 126-1 ; measuring twenty three feet and four tenths in width in front, and twenty one feet and seven tenths in rear, by sixty eight feet and eight tenths in depth, containing one thousand five hundred and fifty one feet, english measure—with buildings thereon erected and right of way in common in the lane bearing No. 126-5.

3. The lot of ground number one hundred and twenty six, subdivision three (126-3), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, described as follows : bounded to the north east by Sainte Elizabeth street, to the south east by lot No. 126-4, to the south west by lot No. 126-5, and to the north west by lot No 126-2, measuring twenty three feet and five tenths in width in front, and twenty one feet and seven tenths in rear, by sixty eight feet and eight tenths in depth, containing an area of one thousand five hundred and fifty five feet, english measure—with buildings thereon erected and right of way in common in the lane bearing No. 126-5.

4. The lot of ground number one hundred and twenty six, subdivision four (126-4), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, described as follows : bounded to the north east by Sainte Elizabeth street, to the south east by Vitré street, to the south west by lot No. 126-5, and to the north west by lot No 126-3, measuring twenty four feet in width in front, and twenty three feet in rear by sixty eight feet and eight tenths in depth, containing an area of one thousand six hundred and seventeen feet, english measure—with buildings thereon erected and right of way in common in the lane bearing No. 126-5.

5. The lot of ground number one hundred and twenty six, subdivision six (126-6), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, described as follows : bounded to the north east by lot No 126-5, to the south east by Vitré street, to the south west by City Hall avenue, and to the north west by lot No 125, measuring thirty three feet in width in front, and forty two feet and six tenths in rear by seventy nine feet and seven tenths in depth, containing an area of three thousand and twelve feet, english measure—with four houses thereon erected and right of way in common in the lane bearing No. 126-5.

The immovables above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SECOND day of APRIL, one thousand nine hundred and four, at ELEVEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, Room 31, in the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotaire of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DEMERS & DE LORIMIER,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 16th March, 1904.

[First published. 19th March, 1904.]

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. }
Théod. Camirand,
vs.
Dame Irène Martin, esqualité,

Cour Supérieure.
Demandeur ;
Défendresse.

Canada,
Province of Quebec.
District of Saint Francis. }
Théod. Camirand,
vs
Dame Irène Martin,
Superior Court.
Plaintiff ;
Defendant.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le treizième jour d'avril courant, dans une cause dans laquelle Théodore Camirand, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, hôtelier, est Demandeur ; et Dame Irène Martin, de la cité de Montréal, épouse de feu Oliva Dupont, en son vivant de Sherbrooke susdit, en sa qualité de tutrice à M. A. M. Olivette Dupont, fille mineure et seule enfant née du mariage de la dite Irène Martin avec le dit feu Oliva Dupont, est Défendresse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. A. Ce certain morceau de terre étant partie du lot désigné au cadastre et livre de renvoi officiel, sous le numéro 28i du onzième rang du canton d'Eaton, laquelle partie est bornée vers le nord par le canton de Westbury, vers le sud-est par la rivière Saint-François, et vers le sud-ouest par le résidu du dit lot 28i, formant un triangle compris entre les lettres J, X et I, sur le plan fait par T. Tremblay, arpenteur géomètre et produit dans cette cause, lequel morceau de terre contient en superficie environ un acre de terre.

B. 1° La partie est du lot connu et désigné au cadastre et livre de renvoi officiel comme le numéro la du premier rang de Westbury, laquelle partie est indiquée sur le plan du dit Thomas Tremblay par les lettres X, Y et Z ; bornée vers le nord-ouest par le canton de Stoke, vers l'est par le numéro Ib, du dit premier rang de Westbury, vers le sud-ouest par le résidu du lot No Ia, le dit morceau de terre ayant la forme d'un triangle à angles inégaux, contenant en superficie environ un acre de terre. 2° La partie du lot désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant Ib du premier rang de Westbury, laquelle partie est indiquée sur le dit plan de T. Tremblay, par les lettres I, X, Z, F, N. et M ; bornée vers le nord-ouest par le canton de Stoke, vers l'est, partie par le résidu du lot numéro Ib et partie par le lot numéro C du dit premier rang de Westbury, vers le sud, partie par la rivière Saint-François et partie par la ligne entre les cantons d'Eaton et de Westbury, vers l'ouest par le lot numéro Ia, contenant en superficie environ 25 acres. 3° La partie du lot désigné au cadastre et livre de renvoi officiels de Westbury, comme étant le numéro Ic du premier rang de Westbury, indiquée sur le dit plan de T. Tremblay par les lettres M, N et H ; bornée vers le nord-est par le résidu du lot No Ic, vers le sud par la rivière Saint-François, et vers l'ouest par partie du lot Ib du dit premier rang, ce morceau de terre ayant une forme triangulaire à angles inégaux contenant en superficie environ deux acres de terre.

C. Partie du lot No 28, dans le cinquième rang du canton de Stoke, maintenant connue et désignée au cadastre et livre de renvoi officiels, comme le lot No 28b, dans le cinquième rang de Stoke, contenant en superficie environ quarante-neuf acres.

D. Cet autre morceau de terre situé dans le canton de Stoke susdit, autrefois désigné comme la moitié sud et la moitié nord-est du lot numéro 27, dans le cinquième rang du canton de Stoke, maintenant connu au cadastre et livre de renvoi officiel comme étant le lot numéro 27e, du cinquième rang de Stoke, contenant en superficie environ cinquante acres. Les dits morceaux de terre en autant qu'ils sont voisins de la propriété de Jean Soucy, ayant été bornés par un jugement de la cour supérieure, rendu le 14 mars 1904, dans la cause portant le

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by an in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the thirteenth day of April instant, in a case therein Théodore Camirand, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, hotel-keeper, is Plaintiff ; and Dame Irène Martin, of the city of Montreal, widow of the late Oliva Dupont, in his lifetime of the city of Sherbrooke aforesaid, in her capacity of tutrix to M. A. M. Olivette Dupont, minor daughter and only child born of the marriage of the said Irène Martin with the said late Oliva Dupont, is Defendant, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

1. A. That certain piece of land forming part of the lot described in the cadastre and official book of reference, under the number 28i of the eleventh range of the township of Eaton, which part is bounded on the north by the township of Westbury, on the south east by the river Saint Francis, and on the south west by the remainder of the said lot 28i, forming a triangle comprised within the letters J, X and I, on the plan made by T. Tremblay, land surveyor and filed in this case; which piece of land contains a superficies of about one acre.

B. 1. The east part of the lot known and designated in the cadastre and official book of reference as lot number Ia, of the first range of Westbury, which part is indicated on the plan of the said Thomas Tremblay by the letters X, Y and Z ; bounded on the north west by the township of Stoke, on the east by number Ib, of the said first range of Westbury, on the south-west by the remainder of the said lot No Ia, the said piece of land being in the shape of a triangle with unequal angles, containing a superficies of about one acre of land. 2. The part of the lot designated in the cadastre and official book of reference as Ib of the first range of Westbury, which part is indicated on the said plan of T. Tremblay, by the letters I, X, Z, F, N and M ; bounded on the north west by the township of Stoke, on the east, partly by the remainder of the lot Ib, and partly by lot No C of the said first range of Westbury, on the south partly by the river Saint Francis and partly by the line between the township of Eaton and Westbury, on the west by lot No. Ia, containing a superficies of about 25 acres. 3. The part of the lot designated in the cadastre and official book of reference of Westbury, as being number Ic of the first range of Westbury, indicated on the said plan of T. Tremblay, by the letters M, N and H ; bounded on the north east by the remainder of the lot No Ic, on the south by the river Saint Francis, and on the west by the part of lot Ib of the said first range, the said piece of land being in the shape of a triangle with unequal angles containing a superficies of about two acres of land.

C. Part of lot No 28, in the fifth range of the township of Stoke, now known and designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 28b, in the fifth range of Stoke, containing a superficies of about forty nine acres.

D. That other piece of land situate in the township of Stoke aforesaid, formerly designated as the south half of the north east half of lot No. 27, in the fifth range of the township of Stoke, now designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 27e, of the fifth range of Stoke, containing a superficies of about fifty acres. The said pieces of land in so far as they adjoin the property of Jean Soucy, having been bounded by a judgment of the superior court, rendered on the 14th March, 1904, in a case bearing the number

numéro 105, des dossiers de la cour supérieure, dans laquelle Camirand *et al.*, sont demandeurs, et le dit Soucy, défendeur, lequel jugement a homologué le rapport et procès-verbal du dit Thomas Tremblay, lequel rapport et procès-verbal étaient produits dans la cause avec un plan de ces opérations.

Le tout étant indiqué sur le dit plan pour la terre ferme par les lettres I, J, B, A, K, L, D, U, E, F et H, donnant une superficie d'environ cent vingt-huit acres. La description des dits lots ci-dessus étant conforme à la description des mêmes morceaux de terre contenue dans le contrat de vente, fait le 25 avril 1885, par devant J. A. Archambault, notaire, par lequel les dits lots furent vendus par L. A. Stacey à Ephrem Olivier avec d'autres lots, lequel contrat a été enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Richmond, le 8 mai 1885, sous le numéro 40, Registre B, vol. 18, p. 39 et les suivantes, à l'exception que dans le dit contrat le morceau de terre ci-dessus désigné au paragraphe I, lettre D, est mentionné erronément comme étant dans le premier rang de Stoke, au lieu de le désigner comme étant dans le cinquième rang, dans lequel rang il se trouve, le dit Olivier étant l'auteur immédiat de Camirand et Dupont.

E. Aussi les îles connues sous le nom de "Lee & Warner", situées dans la rivière Saint-François, maintenant connue au cadastre et livre de renvoi officiels comme suit : l'une comme le lot 29, dans le premier rang de Westbury, située en partie dans Westbury susdit, et en partie dans Eaton, quoique la partie dans Eaton ne porte aucun numéro du cadastre ou autre, l'autre partie étant située partie dans Westbury et partie dans Eaton, la partie située dans Westbury étant maintenant connue comme le lot No 28, dans le premier rang de Westbury et la partie située dans Eaton étant le lot No 28a, du rang onze d'Eaton.

F. Cette autre île étant située dans le canton de Westbury, dans la rivière Saint-François, appelée "Lizzard Island", île Lizzard, est désignée au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant le lot 32, du premier rang de Westbury, contenant dix acres de terre, plus ou moins. Aussi deux autres îles situées dans la rivière Saint-François, dans le canton de Westbury, connues et désignées au cadastre et livre de renvoi comme étant les lots numéros 31 et 31a, du premier rang de Westbury.

Tous les morceaux de terre ci-dessus désignés étant sujets aux réserves et exceptions contenues dans les lettres-patentes du gouvernement, dans les contrats de la "British American Land Co." aux chemins publics et à la voie ferrée du Québec Central, le tout avec les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées, ne formant qu'une seule exploitation, et étant situé dans la nouvelle municipalité d'Ascot Corner.

2° La moitié nord-ouest du lot numéro 8, dans le deuxième rang du canton de Brompton, lequel morceau de terre est maintenant désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro 8a dans le deuxième rang de Brompton.

3° La moitié nord-ouest de la moitié nord-est du lot numéro 15, dans le huitième rang du canton de Stoke, lequel morceau de terre est maintenant désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme lot numéro 15a, dans le huitième rang du canton de Stoke—avec les bâtisses dessus érigées.

4° La moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot 24, dans le septième rang du canton Dudswell, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins ; lequel morceau de terre est maintenant désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro 24c, du septième rang du canton de Dudswell.

5° Un morceau de terre situé dans le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, désigné au cadastre et livre de renvoi officiels du canton de Brompton, comme étant la moitié sud-ouest du lot No. 2a dans le premier rang ; borné au nord-ouest par le lot No IIe dans le premier rang de Brompton, au sud-ouest par le chemin de concession entre le premier et le deuxième rang du canton de

105, of the records of the superior court, in which Camirand *et al.*, are plaintiffs, and the said Soucy, defendant, which judgment homologated the report and *procès-verbal* of the said Thomas Tremblay, which report and *procès-verbal* were filed in the case with a plan of his operations.

The whole being indicated on the said plan for the main land by the letters I, J, B, A, K, L, D, U, E, F and H, giving a superficies of about one hundred and twenty eight acres. The description of the said above lots being conformable to the description of the same pieces of land contained in the deed of sale, passed on the 25th April, 1885, before J. A. Archambault, notary, by which the said lots were sold by L. A. Stacey to Ephrem Olivier with other lots, which deed was registered in the registry office of the county of Richmond, on the 8th May, 1885, under the number 40, Register B, vol. 18, p. 39 and following, with the exception that in the said deed the piece of land above described in paragraph I, letter D, is wrongly mentioned as being in the first range of Stoke, instead of being described as in the fifth range, in which range it is situated, the said Olivier being the immediate *auteur* of Camirand and Dupont.

E. Also the islands known by the names of "Lee and Warner", situate in the river Saint Francis, now designated in the cadastre and official book of reference as follows : one as lot No. 29, in the first range of Westbury, situate partly in Westbury aforesaid, and partly in Eaton, although the part in Eaton bears no cadastral or other number, the other island being situate partly in Westbury and partly in Eaton, the part situate in Westbury being now designated as lot No. 28, in the first range of Westbury, and the part situate in Eaton being lot No 28a, of the eleventh range of Eaton.

F. That other island situate in the township of Westbury, in the river Saint Francis, called "Lizzard Island", is designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 32, of the first range of Westbury, containing ten acres of land, more or less. Also two other islands situate in the river Saint Francis, in the township of Westbury, known and designated in the cadastre and official book of reference as lots numbers 31 and 31a, of the first range of Westbury.

All the pieces of land above described are subject to the reservations and exceptions set forth in the letters patent from the government, in the deeds of the British American Land Co., to the public roads and the Quebec Central Railway, the whols with the buildings and improvements thereon made and erected, forming but one and the same form, and being situate in the new municipality of Ascot corner.

2. The north west half of lot No. 8, in the second range of the township of Brompton, which piece of land is now designated in the cadastre and official book of reference as lot number 8a, in the second range of Brompton.

3. The north west half of the north east half of lot No. 15, in the eighth range of the township of Stoke, which piece of land is now designated in the cadastre and official book of reference as lot number 15a, in the eighth range of the township of Stoke—with the buildings thereon erected.

4. The south west half of the north east half of lot 24, in the seventh range of the township of Dudswell, containing fifty acres of land, more or less ; which piece of land is now designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 24c, of the seventh range of the township of Dudswell.

5. A piece of land situate in the township of Brompton, in the county of Richmond, designated in the cadastre and official book of reference of the township of Brompton, as being the south east half of lot No. 2a, in the first range ; bounded on the north west by lot No. IIe, in the first range of Brompton, on the south west by the concession road between the first and second range of the

Brompton, au nord-est par la moitié nord-est du lot numéro 2a du premier rang du canton de Brompton, et au sud-est par le lot numéro 2b du premier rang du canton de Brompton, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la cité de Sherbrooke ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs du demandeur.

Sherbrooke, 13 avril 1904. 1415

[Première publication, 16 avril 1904.]

township of Brompton, on the north east by the north east half of lot number 2a, of the first range of the township of Brompton, and on the south east by lot number 2b, of the first range of the township of Brompton, containing fifty acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

The immoveables above described will be sold and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH day of MAY next, sitting the court, in the court house, of the city of Sherbrooke ; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, will have to be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for payment will have to be deposited within the six days after the adjudication ; and, in default by the said parties to deposit the said oppositions within the delays prescribed by these presents, they will be foreclosed of so doing.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for Plaintiff.

Sherbrooke, 13th April, 1904. 1416

[First published, 16th April, 1904.]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 16.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— Dmes Ayotte vs Bédard, 742 ; Belknap vs Noyes, 744 ; Duclos vs Roy, 742 ; Gagnon vs Couture, 744 ; Giguère vs Tessier, 742 ; Goldstein vs Schwartz, 743 ; Grenier vs Blais, 744 ; Guilbault vs Prézeau, 742 ; Hevey vs Boileau, 744 ; Labrecque vs Lafontaine, 743 ; Merrette vs Gauthier, 756 ; Moffatt vs Brown, 745 ; Norton vs Brown, 743 ; Robitaille vs Voyer, 744 ; Thibaudeau vs Duff, 743 ; Trépanier vs Bédard, 742.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Pelletier vs Dme Levesque, 743.

ANNONCEURS :— Avis aux :— Concernant avis, etc., 731.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :— Tarif de péage :— Harold Kennedy, 733.

ASSOCIATION DISSOUTE :— Compagnie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 755.

AVIS :— Concernant les propriétaires dans la cité de Montréal, 756 ; Municipalité de la paroisse de Courcelles, érigée, 741 ; Pétitions pour Bills Privés, 735.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :— Avis au sujet des :—Assemblée législative, 736 ; Conseil législatif, 735.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :— The Canadian Light and Power Coy, 740 ; Délimitation du village de Notre-Dame de Grâce, 739 ; Ville de Chicoutimi, 740 ; Ville de Shawinigan Falls, 741 ; Cité de Sherbrooke, 739 ; H. M. Allan, 740 ; H. S. Mussen et al, 741 ; Mount Royal Club, 741 ; Succession Susan McVey, 739 ; The Charlemagne Traction and Power Coy, 739 ; Cité de Sorel, 741 ; La Cie de chemin de fer de Junction de Napierville, 739.

ELECTION :— Etat des dépenses ;—D. Naud, comté de Portneuf, 742.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Ayotte vs Bédard, 742 ; Belknap vs Noyes, 744 ; Duclos vs Roy, 742 ; Gagnon vs Couture, 744 ; Giguère vs Tessier, 742 ; Goldstein vs Schwartz, 743 ; Grenier vs Blais, 744 ; Guilbault vs Prézeau, 742 ; Hevey vs Boileau, 744 ; Labrecque vs Lafontaine, 743 ; Merrette vs Gauthier, 756 ; Moffatt vs Brown, 745 ; Norton vs Brown, 743 ; Robitaille vs Voyer, 744 ; Thibaudeau vs Duff, 743 ; Trépanier vs Bédard, 742.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Pelletier vs Dme Levesque, 743.

ADVERTISERS :— Notice to :— Respecting notices, &c., 731.

ORDERS IN COUNCIL :— Tariff of tolls :— Harold Kennedy, 733.

ASSOCIATION DISSOLVED :— Amusement and exhibition Coy Valleyfield, 755.

NOTICE :— Relative to the proprietors in the city of Montreal, 756 ; Municipality of the parish of Courcelles, erected, 741 ; Petitions for Private Bills, 735.

PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notices respecting the :—Legislative Assembly, 736 ; Legislative Council, 735.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :— The Canadian Light and Power Coy., 740 ; Boundary of the village of Notre Dame de Grâce, 739 ; Town of Chicoutimi, 740 ; Town of Shawinigan Falls, 741 ; City of Sherbrooke, 739 ; H. M. Allan, 740 ; H. S. Mussen et al, 741 ; Mount Royal Club, 741 ; Estate Susan McVey, 739 ; The Charlemagne Traction and Power Coy, 739 ; City of Sorel, 741 ; The Napierville Junction Railway Coy, 739.

ELECTION :— Statement of costs :—D. Naud, county of Portneuf, 742.

FAILLIS :— Authier & Bros, 746 ; Charbonneau, 745 ; Corriveau, 756 ; Couillard, 745 ; David Co, 745 ; Gamelin, 746 ; Guilbert, 756 ; Lamoureux, 746 ; Lemire, 746 ; Lemoine, 745 ; Poulin, 746.

LETRES PATENTES :— La Cie Grand Union Hôtel, 733 ; La Cie de Publication du Nationaliste, 734.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger, etc :— Canton Loranger, comté d'Ottawa, 735 ; Ferland, comté de Chicoutimi, 699 ; Saint-Cyprien, comté de Témiscouata, 734 ; Sainte-Véronique-de-Turgeon, comté d'Ottawa, 734.

NOMINATIONS :— Commissaire pour recevoir affidavits :— Jos. Aug. Boivin, 731.

Juges de paix :— District de Terrebonne, 731 ; Trois-Rivières, 731 ; Beauce, 731 ; Montréal, 732.

NOTAIRES, MINUTES TRANSFÉRÉES :— W. H. Cox, 733.

PROCLAMATIONS :— Paroisse de Saint-Flavien, annexée, 732 ; Saint-Thimothée, comté de Champlain, 753.

TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :— Cantons Cabano, 755 ; Harvey, 755 ; Langevin, 755 ; La Minerve, 755 ; Marlow, 755 ; Massé, 755 ; Simard, 755 ; Spaulding, 755.

VENTES PAR LICITATION :— Camirand vs Dme Martin, 759 ; Dme Desrouard et vir vs Desrouard et al, 757 ; Dlle Hamel vs Delle Hamel, 747 ; Sheedy vs Davies et al, 747.

VENTES PAR LES SHERIFS :

MONTREAL :— Crathern vs Cowen, 749 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Héritiers Mathieu, 750 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Niquette, 749.

PONTIAC :— Colten vs Stevens, 750 ; Sinclair vs Connelly, 750.

QUÉBEC :— La cite de Québec vs Bistodeau, 751.

SAINT-FRANÇOIS :— Bégin vs Dme Long, 751 ; The Trust Loan Coy of Canada vs MacDonald, 752 ; The Sherbrooke Loan and Mortgage Coy, 752.

TROIS-RIVIÈRES :— Damphousse, failli, 752 ; Trudel vs Gélinas, 753.

INSOLVENTS :— Authier & Bros, 746 ; Charbonneau, 745 ; Corriveau, 759 ; Couillard, 745 ; David Co, 745 ; Gamelin, 746 ; Guilbart, 756 ; Lamoureux, 746 ; Lemire, 746 ; Lemoine, 745 ; Poulin, 746.

LETTERS PATENT :— La Cie Grand Union Hotel, 733 ; La Cie de Publication du Nationaliste, 734.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c. :— Township Loranger, county of Ottawa, 735 ; Ferland, county of Chicoutimi, 699 ; Saint Cyprien, county of Témiscouata, 734 ; Sainte Véronique de Turgeon, county of Ottawa, 734.

APPOINTMENTS :— Commissioner to receive affidavits :— Jos. Aug. Boivin, 731.

Justices of the peace :— District of Terrebonne, 731 ; Three Rivers, 731 ; Beauce, 731 ; Montreal, 732.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :— W. H. Cox, 733.

PROCLAMATIONS :— Parish of Saint Flavien, annexed, 732 ; Saint Thimothée, county of Champlain, 753.

CROWN LANDS, CANCELLATION :— Townships Cabano, 755 ; Harvey, 755 ; Langevin, 755 ; La Minerve, 755 ; Marlow, 755 ; Massé, 755 ; Simard, 755 ; Spaulding, 755.

SALES BY LICITATION :— Camirand vs Dme Martin, 759 ; Dme Desrouard et vir vs Desrouard et al, 757 ; Delle Hamel vs Delle Hamel, 747 ; Sheedy vs Davies et al, 747.

SHERIFFS' SALES :

MONTREAL :— Crathern vs Cowen, 749 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Heira Mathieu, 750 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Niquette 749.

PONTIAC :— Colten vs Stevens, 750 ; Sinclair vs Connelly, 750.

QUEBEC :— The city of Quebec vs Bistodeau, 751.

SAINT FRANCIS :— Bégin vs Dme Long 751 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs MacDonald, 752 ; The Sherbrooke Loan and Mortgage Coy, 752.

THREE RIVERS :— Damphousse, insolvent, 752 ; Trudel vs Gélinas, 753.